



Régime de retraite de

oes⁺

**RAPPORT
ANNUEL 2022**



Votre CES en 2022

18 900

participants actifs, retraités
et différés

**au Nouveau-Brunswick et
à travers le monde.**

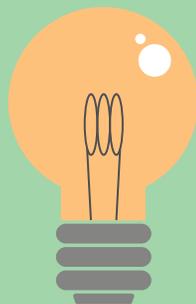
Voir la page 2 pour plus de détails.



En se fondant sur la santé financière du Régime de CES (le Régime)
en 2022, le Conseil des fiduciaires (le Conseil) a été en mesure
d'accorder un rajustement au coût de la vie de

5,59 %*

à compter du 1^{er} janvier 2024.



**Faites connaissance avec votre Conseil et renseignez-vous sur
leurs réalisations en 2022 aux pages 4 et 56.**

*En fonction des variations de l'indice des prix à la consommation (IPC) du Canada.

Évaluation actuarielle du Régime

L'évaluation actuarielle du Régime de retraite de CES mesure ses actifs par rapport à son passif. Le passif du Régime représente **votre pension, et celle de tous les autres participants du Régime**. L'un des éléments les plus importants de l'évaluation actuarielle s'appelle le **coefficient de capitalisation du groupe avec entrants calculé sur une période de 15 ans**. Il est utilisé pour déterminer les fonds dont dispose le Conseil des fiduciaires pour offrir des améliorations aux prestations des participants, comme l'octroi de rajustements au coût de la vie (RCV), comme le définit la Politique de financement. Les coefficients des trois dernières années sont présentés à gauche.

Pour une explication plus détaillée et pour de plus amples renseignements, voir la page 13.

2022
133,6 %

2021
139,1 %

2020
124,6 %

Rendement à long terme des placements en 2022

6,20 %

de rendement brut annualisé
sur quatre ans au 31 décembre
2022 (page 17)

640,6
millions de
dollars

de croissance des actifs
placés sur quatre ans, du
31 décembre 2018 au
31 décembre 2022

2,807
milliards de
dollars

en actifs au
31 décembre 2022

L'Énoncé des politiques de placement (EPP) indique comment le fonds de pension sera investi. Il vise à offrir des résultats stables et à long terme pour le Régime et ses participants.

Renseignez-vous davantage sur le rendement des placements à la page 15.

Régime à risques partagés de certains employés
syndiqués des hôpitaux du N.-B. (Régime de CES)
Rapport annuel 2022

Publié par le
Conseil des fiduciaires du Régime de CES

C.P. 6000
Fredericton (N.-B.) E3B 5H1

ISBN : 978-1-4605-3555-4

01

Lettre du président

02

2022 en chiffres

04

Gouvernance du Régime

11

Opérations du Régime

13

Évaluation du
Régime

15

Rendement des
placements

19

États financiers

56

Annexes

LETTRE DU PRÉSIDENT

Au nom du Conseil des fiduciaires du Régime de retraite de CES, j'ai le plaisir de vous présenter notre premier rapport annuel.

Le Conseil a travaillé avec diligence pour développer les ressources éducatives disponibles pour nos participants et pour les aider à mieux comprendre le Régime. Ce rapport annuel poursuit ces efforts, tout en renforçant notre engagement en matière de transparence. Nous sommes également heureux d'organiser notre première assemblée annuelle d'information, qui sera tenue le 29 novembre entièrement en ligne, afin d'atteindre le plus grand nombre possible de participants.

Ces efforts de formation sont plus importants que jamais alors que les régimes de retraite à travers le monde sont confrontés à un environnement économique difficile, à des préoccupations géopolitiques accrues et à des marchés financiers turbulents. En effet, en 2022, le Régime de retraite de CES a connu son premier rendement négatif pour une année civile depuis sa conversion en régime à risques partagés, avec un rendement des placements de -2,12 %. Cela dit, ce rendement négatif relativement modeste pour l'année a servi à démontrer que la conception à faible risque du Régime de retraite de CES fonctionne comme prévu, puisque les régimes de retraite canadiens moyens ont affiché des rendements négatifs plus importants, avec une moyenne de -10,3 % pour la même période*.

L'approche prudente et moins risquée adoptée par le CES signifie que, lorsque les marchés sont positifs, nos rendements peuvent ne pas être aussi élevés que ceux du régime de retraite moyen, mais lorsque les marchés se replient, nous nous attendons à être mieux protégés contre les fortes baisses que les autres régimes peuvent connaître. Plus important encore, le CES a continué d'afficher des performances très favorables à long terme. Le rendement annualisé sur quatre ans était de 6,20 % au 31 décembre 2022. Ce taux est supérieur au taux d'actualisation de 5,0 % fixé pour le Régime, qui représente le taux de rendement net des placements que le Régime doit obtenir de façon prudente à long terme pour assurer sa viabilité pour les retraités actuels et futurs.

Par ailleurs, il est évident que le Régime demeure sûr et viable pour tous les participants. D'autres preuves de la bonne gestion et de la stabilité financière du Régime de retraite de CES sont les suivantes :

- Le Conseil des fiduciaires a été en mesure d'approuver un rajustement complet au coût de la vie (RCV) chaque année depuis la conversion du Régime. Malgré la hausse de l'inflation, cette année ne fait pas exception. Un RCV de 5,59 % a été accordé à tous les participants actifs, retraités et différés à compter du 1^{er} janvier 2024. Il s'agit du RCV le plus élevé accordé par le Régime à ce jour.
- L'évaluation actuarielle la plus récente estime que le Régime est financé à 133,6 % et que d'importants tests de gestion des risques ont été dépassés. Vous trouverez de plus amples informations à ce sujet à la page 13.

J'aimerais prendre un moment pour reconnaître les contributions de deux fiduciaires qui ont quitté le Conseil, Mark Thompson et René Boudreau. Depuis 2004, Mark a siégé au Conseil des fiduciaires de l'ancien régime et il a été l'un des premiers membres du Conseil de l'actuel Régime de retraite à risques partagés. René Boudreau a démissionné du Conseil des fiduciaires de CES en mai 2023, en raison d'engagements professionnels. Nous les remercions tous deux pour leur excellent travail.

Nous demeurons responsables envers vous, les participants du Régime. Si vous avez des questions concernant votre Régime de retraite de CES, n'hésitez pas à nous contacter, nous, votre Conseil des fiduciaires, au info@cesnb.ca. Nous sommes fiers de vous représenter et nous continuons à travailler avec diligence pour que le Régime de retraite de CES soit une source importante de revenu pour votre retraite.

[signé]

Tom Maston, CPA, CA, LCS
Président
21 septembre 2023

*Le rendement brut médian canadien, avant déduction des frais de gestion, des régimes à prestations déterminées de RBC Services aux investisseurs et de trésorerie (RBC SIT) pour 2022 était de -10,3 %

ADHÉSION EN 2022

11 516
Participants
actifs

3 156
Participants avec
droits acquis
différés

4 228
Participants à
la retraite ou
survivants

Répartition par âge



*60 et plus

GOUVERNANCE DU RÉGIME

CONSEIL DES FIDUCIAIRES

Le Conseil est responsable de la gouvernance et de l'administration globales du Régime de retraite de CES conformément à la *Loi sur les prestations de pension* du Nouveau-Brunswick, à la *Loi de l'impôt sur le revenu* et aux documents constitutifs du Régime. Ses fonctions comprennent :

- l'établissement des niveaux de cotisation et des prestations conformément à la Politique de financement;
- l'octroi d'une indexation des prestations (ajustement au coût de la vie ou RCV);
- l'approbation des décisions concernant les politiques de placement;
- la surveillance de l'administration des prestations de pension et de la gestion des placements;
- l'embauche d'un actuaire agréé pour fournir une évaluation indépendante des obligations en matière de pension;
- l'embauche d'un vérificateur externe pour examiner de façon indépendante la présentation fidèle des états financiers.

Le Conseil est composé de dix fiduciaires et de trois observateurs. Cinq fiduciaires ont été nommés par les syndicats qui ont signé le Protocole d'entente concernant le CES et cinq par le gouvernement provincial. Sur les cinq fiduciaires nommés par les syndicats, trois le sont par le Syndicat des infirmières et infirmiers du Nouveau-Brunswick (SIINB) et deux par le Syndicat des employés privés et publics du Nouveau-Brunswick (Syndicat du Nouveau-Brunswick).

Comme l'indique la Convention et déclaration de fiducie du Conseil, le président et le vice-président du Conseil sont élus pour un mandat de deux ans, renouvelable une fois. En raison de cette disposition, le deuxième mandat de Susie Proulx-Daigle à titre de présidente a pris fin le 31 mars 2023. À compter du 1^{er} avril 2023, le poste de président a été occupé par Tom Maston, tandis que le poste de vice-président a été occupé par Matt Hiltz. Susie Proulx-Daigle demeure fiduciaire, permettant au Conseil de continuer de bénéficier de sa vaste expérience et de sa grande expertise.

On peut consulter les biographies des fiduciaires dans les pages suivantes.



Susie Proulx-Daigle - Présidente (mandat à titre de présidente ayant pris fin le 31 mars 2023)

Susie effectue actuellement son septième mandat à la présidence du Syndicat du Nouveau-Brunswick. Elle siège également à la table de négociation de toutes les conventions collectives du Syndicat du Nouveau-Brunswick. Elle est également fiduciaire pour le Régime de retraite dans les services publics du Nouveau-Brunswick et membre du Comité permanent sur les régimes d'assurance. En outre, elle est vice-présidente nationale du Syndicat national des employées et employés généraux du secteur public. Susie est diplômée du Harvard Trade Union Program de l'Université Harvard et a complété le programme Master of Trust Management Standards de la Fondation internationale des régimes d'avantages sociaux.

Tom Maston, CPA, CA, LCS - Vice-président (nommé président à compter du 1^{er} avril 2023)

Tom a travaillé dans le système de soins de santé du Nouveau-Brunswick pendant 28 ans à titre de vice-président d'une régie régionale de la santé et de sous-ministre adjoint. En 2019, il a pris sa retraite après avoir occupé le poste de sous-ministre de la Santé du gouvernement du Nouveau-Brunswick pendant cinq ans. Il a également été gestionnaire des finances pendant plusieurs années dans le secteur privé. Il est comptable professionnel agréé et est un leader certifié en santé du Collège canadien des leaders en santé. Tom demeure actif dans diverses initiatives et, en 2020, il s'est vu remettre le prix de mentorat national du Collège canadien des leaders en santé.

Matt Hiltz - Fiduciaire (nommé vice-président à compter du 1^{er} avril 2023)

Matt est titulaire d'un diplôme en droit de l'Université du Nouveau-Brunswick et est membre du Barreau du Nouveau-Brunswick, de l'Association du Barreau canadien et de l'Association canadienne des avocats du mouvement syndical. Il fournit des conseils et une représentation juridique au Syndicat des infirmières et infirmiers du Nouveau-Brunswick sur diverses initiatives de nature juridique, stratégique et législative, et il est le négociateur en chef par intérim du Syndicat pour ses trois conventions collectives. En tant que fiduciaire, Matt a également poursuivi sa formation auprès de la Fondation internationale des régimes d'avantages sociaux, ayant récemment suivi le programme Master of Trust Management Standards.

René Boudreau - Fiduciaire (a démissionné de son poste de fiduciaire le 19 mai 2023)

René est l'ancien sous-ministre adjoint responsable de la Division des politiques et de la sensibilisation et de l'engagement du public au ministère de l'Environnement et des Gouvernements locaux (gouvernement du Nouveau-Brunswick). Auparavant, il a été sous-ministre délégué aux Services ministériels et aux affaires francophones de même que président du conseil d'EM/ANB Inc. au ministère de la Santé. Au cours des 20 dernières années, René a été cadre supérieur dans la fonction publique de la Saskatchewan et du Nouveau-Brunswick où il s'est occupé de domaines très divers, notamment les affaires intergouvernementales, l'enseignement postsecondaire et la recherche, l'innovation et le développement économique, le gouvernement numérique et, récemment, les soins de santé.

Paula Doucet - Fiduciaire

Paula est présidente du Syndicat des infirmières et infirmiers du Nouveau-Brunswick (SIINB) depuis octobre 2016. Avant son élection à la présidence, elle a été vice-présidente pendant 13 ans ainsi que deuxième vice-présidente de la Fédération des travailleuses et travailleurs du Nouveau-Brunswick de 2010 à 2015. Infirmière immatriculée depuis 27 ans, Paula travaillait au service des urgences de l'Hôpital régional Chaleur à Bathurst avant d'être élue présidente du SIINB en 2016. Pour approfondir ses connaissances et sa compréhension des régimes de pension, Paula a d'abord été observatrice au Conseil du Régime de retraite de CES en 2014 avant d'être nommée fiduciaire en 2016. Elle continue de participer annuellement à des séances de formation sur les régimes de retraite et aux conférences de la Fondation internationale des régimes d'avantages sociaux pour enrichir ses connaissances en matière de bonne gouvernance et des rôles et responsabilités de fiduciaire. En 2022, elle a suivi le programme Master of Trust Management Standards. Paula est également fiduciaire du Régime de retraite dans les services publics du Nouveau-Brunswick.

Richard Luton - Fiduciaire

Richard est directeur de gestion à la Section des marchés financiers de la Division de la trésorerie (gouvernement du Nouveau-Brunswick). Il compte de nombreuses années d'expérience dans la fourniture de conseils et la gestion de programmes dans le domaine des placements, de gestion de la dette et de gestion des risques pour le gouvernement et le secteur privé, y compris les régimes de retraite. Analyste financier agréé, il détient une maîtrise en économie de l'Université Western et a suivi le programme Advanced Trust Management Standards de la Fondation internationale des régimes d'avantages sociaux.

Marilyn Quinn - Fiduciaire

Infirmière immatriculée à la retraite, Marilyn a été présidente du Syndicat des infirmières et des infirmiers du Nouveau-Brunswick, fonction qu'elle a occupée de 2004 à 2016, défendant les intérêts du personnel infirmier immatriculé à la table de négociation et dans le milieu de travail. Marilyn est également fiduciaire et a été présidente du Régime de retraite dans les services publics du Nouveau-Brunswick. Elle a participé à de nombreuses conférences nationales sur les régimes de retraite et a complété le programme Master of Trust Management Standards de la Fondation internationale des régimes d'avantages sociaux.

Maria Richard - Fiduciaire

Maria est vice-présidente du Syndicat des infirmières et infirmiers du Nouveau-Brunswick (SIINB) depuis 2017. Avant d'être élue vice-présidente du SIINB, elle a été représentante des soins communautaires pendant six ans. Maria a d'abord été observatrice au conseil du Régime de retraite de CES en 2015 avant d'être nommée fiduciaire en 2020. Elle vient de terminer le programme Advanced Trust Management Standards de la Fondation internationale des régimes d'avantages sociaux. Elle a été présidente d'une section locale du SIINB et a siégé à de nombreux comités de négociation au cours des 28 dernières années. Infirmière de la Santé publique à Moncton, au Nouveau-Brunswick, Maria est infirmière immatriculée depuis 36 ans.

Vicki Squires - Fiduciaire

Cadre en santé à la retraite, Vicki possède une vaste expérience en leadership, relations de travail et gestion en tant que vice-présidente et directrice administrative du Développement organisationnel auprès du Réseau de santé Horizon du gouvernement du Nouveau-Brunswick. Elle était fiduciaire du Régime précédent et est passée au nouveau Régime de retraite de CES en 2012. Elle détient un baccalauréat en alimentation et en nutrition, une maîtrise en affaires et un certificat en administration des soins de santé. Vicki a également complété le programme Advanced Trust Management Standards de la Fondation internationale des régimes d'avantages sociaux. Elle a été présidente du syndicat de certains employés syndiqués pendant de nombreuses années et a été administratrice du conseil de l'ancienne Association des employés de la fonction publique du Nouveau-Brunswick.

Mark Thompson - Fiduciaire

Mark est directeur des Services de soutien ministériels au ministère de la Santé. Titulaire d'un diplôme en administration des affaires de l'Université du Nouveau-Brunswick, Mark a travaillé dans le domaine des soins de santé pendant près de 30 ans. Il possède une vaste expérience en administration des soins de santé, en finances et en services de soutien. Mark est membre du Conseil des fiduciaires du Régime de retraite de CES des hôpitaux du Nouveau-Brunswick depuis 2004. Il siège actuellement aux conseils d'administration d'Ambulance Nouveau-Brunswick et de Services de sécurité Nouveau-Brunswick.

Lisa Watters - Fiduciaire

Lisa est directrice de la composante Professionnels spécialisés en santé et siège au conseil d'administration du Syndicat du Nouveau-Brunswick. Membre active du Syndicat depuis 1998, elle siège à de nombreux comités, dont les comités des négociations et de gestion de travail. Lisa a été membre du conseil d'administration du district scolaire Anglophone North et la Miramichi Public Transit Commission. Elle est surveillante du travail social à l'Hôpital régional de Miramichi. Lisa est titulaire d'un baccalauréat en travail social de l'Université McGill.

Leigh Sprague - Observateur

Leigh est le directeur général du Syndicat du Nouveau-Brunswick. Titulaire d'un diplôme en droit de l'Université du Nouveau-Brunswick, il est membre du Barreau du Nouveau-Brunswick et de l'Association canadienne des avocats du mouvement syndical. Il fournit des conseils et une représentation juridiques au Syndicat du Nouveau-Brunswick. Leigh travaille avec le conseil d'administration sur les politiques et la planification et il fournit des avis sur les événements de nature juridique, législative et politique qui pourraient avoir des répercussions sur le Syndicat. Il agit en tant que négociateur en chef du Syndicat du Nouveau-Brunswick pour ses plus vastes conventions collectives et supervise l'ensemble des activités de négociation du Syndicat. Il représente également le Syndicat dans divers comités, conseils et groupes de travail externes. Il a complété le programme Master of Trust Management Standards de la Fondation internationale des régimes d'avantages sociaux.

Catherine Little - Observatrice

Catherine est la représentante de la partie III des hôpitaux pour le conseil d'administration du Syndicat des infirmières et infirmiers du Nouveau-Brunswick et est syndiquée depuis plus de 20 ans. Elle est observatrice pour le CES depuis mars 2020. Catherine a complété le programme Foundations of Trust Management Standards et compte suivre des cours et des séances de formation sur les régimes de retraite auprès de la Fondation internationale des régimes d'avantages sociaux. Elle est infirmière immatriculée depuis 23 ans et travaille au service des urgences de l'hôpital régional de Saint John.

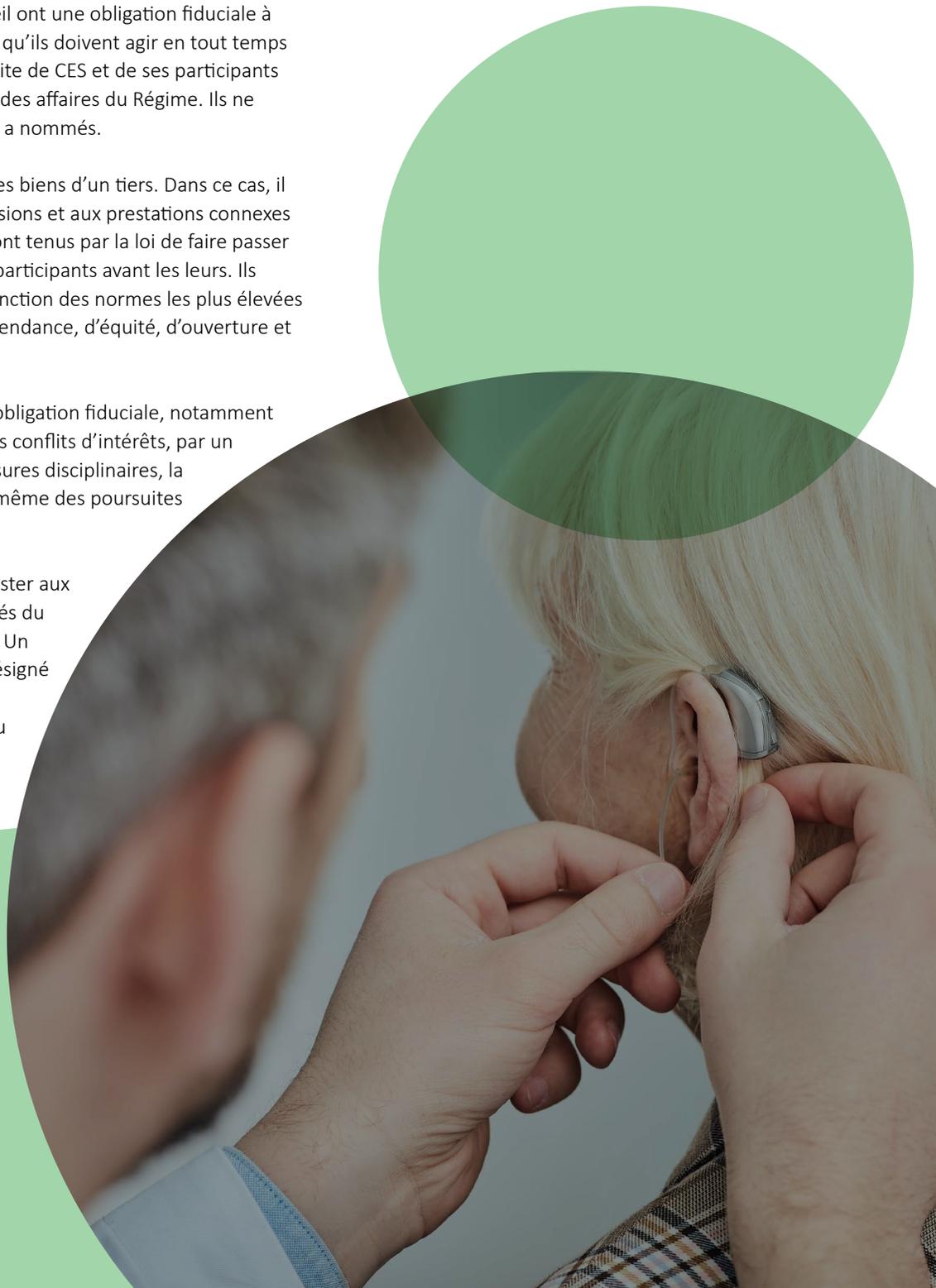
Obligation fiduciaire des fiduciaires et des observateurs

Les fiduciaires nommés au Conseil ont une obligation fiduciaire à l'égard du Régime, ce qui signifie qu'ils doivent agir en tout temps dans l'intérêt du Régime de retraite de CES et de ses participants dans le cadre de l'administration des affaires du Régime. Ils ne représentent pas la partie qui les a nommés.

Les fiduciaires se voient confier les biens d'un tiers. Dans ce cas, il s'agit des fonds destinés aux pensions et aux prestations connexes des participants du Régime. Ils sont tenus par la loi de faire passer les intérêts du Régime et de ses participants avant les leurs. Ils doivent aussi se comporter en fonction des normes les plus élevées d'intégrité, d'honnêteté, d'indépendance, d'équité, d'ouverture et de compétence.

L'exercice non approprié de son obligation fiduciaire, notamment la divulgation ou le règlement des conflits d'intérêts, par un fiduciaire peut entraîner des mesures disciplinaires, la révocation de sa nomination ou même des poursuites civiles ou criminelles.

Le rôle de l'observateur est d'assister aux réunions du Conseil et des comités du Régime en qualité d'observateur. Un observateur est généralement désigné comme fiduciaire « successeur » qui sera officiellement nommé au Conseil en cas de vacance.



FORMATION DES MEMBRES DU CONSEIL

Les membres du Conseil sont tenus de participer régulièrement à des programmes de formation continue afin d'assumer leurs fonctions de fiduciaire avec davantage d'efficacité et de prendre les meilleures décisions pour le Régime et ses participants en matière de gouvernance, d'administration et de placements dans le domaine des pensions.

Les membres du Conseil profitent d'une formation continue en lisant, en temps utile, des nouvelles et des articles d'intérêt et en assistant à des présentations lors de leurs réunions ainsi qu'à des conférences et des séminaires pertinents. En 2022, les présentations ont notamment fait le point sur les actifs réels et le capital-investissement, sur la composition de l'actif, sur les normes Global Investment Performance Standards (GIPS®), sur le projet de recherche sur le régime à risques partagés, sur les hypothèses économiques et sur divers sujets ponctuels liés aux marchés financiers.

DÉPENSES DU CONSEIL

Les membres du Conseil qui ne sont pas payés par ailleurs par la partie promotrice (l'employeur ou le syndicat qui les a nommés au Conseil) pour participer aux réunions et aux activités de formation reçoivent une indemnité quotidienne de 250 \$. De plus, toutes les dépenses raisonnables engagées par les fiduciaires et les observateurs afin d'assister aux réunions et de participer aux activités de formation sont remboursées. En 2022, le Conseil a procédé à l'examen bisannuel de la rémunération qui a conclu que la politique en matière d'indemnités quotidiennes et de déplacements du Régime était conforme à celle de ses pairs et qu'aucun changement des modalités de rémunération actuelles des membres du Conseil n'était nécessaire.

Le Conseil a continué de respecter strictement la politique relative aux indemnités quotidiennes et aux déplacements du Régime. En 2022, trois fiduciaires étaient admissibles à des indemnités quotidiennes et sept ont reçu le remboursement de leurs frais de déplacement, de formation ou les deux, comme il est indiqué ci-dessous. L'augmentation des indemnités quotidiennes en 2022 était due à une fréquence plus importante des réunions du Conseil cette année-là.

Le coût du fonctionnement du Conseil en 2022 a été de 74 510 \$ comparativement à 34 050 \$ en 2021.

Dépenses du Conseil

	2022	2021
Traduction	151	\$ -
Dépenses de réunion	8 317	-
Formation	33 759	14 794
Déplacements	2 901	-
Indemnités quotidiennes	29 382	19 256
	74 510 \$	34 050 \$

COMITÉS DU CONSEIL

Comme l'indiquent les documents constitutifs du Régime (voir la page suivante pour un résumé de ces documents), le Conseil a la capacité d'établir des comités et de leur déléguer certaines fonctions. Trois comités ont été créés :

- le comité de gouvernance;
- le comité de vérification;
- le comité des placements.

Tous les comités soumettent des rapports de leurs réunions et de leurs décisions à l'approbation de l'ensemble du Conseil, lorsque cela est justifié.

Comité de gouvernance

Le comité de gouvernance aide le Conseil à s'acquitter de ses responsabilités consistant à veiller à ce que les politiques et les processus de gouvernance et de communication avec les parties prenantes soient conformes aux pratiques exemplaires. Cela comprend les questions relatives aux documents constitutifs du Régime, à l'éthique, à l'orientation et à la formation des fiduciaires, à la rémunération des fiduciaires, à la gestion des risques, etc. Le comité de gouvernance se réunit au minimum quatre fois par an.

Comité de vérification

Le comité de vérification aide le Conseil à s'acquitter de ses responsabilités consistant à veiller à l'intégrité des processus de présentation et de divulgation de l'information financière ayant trait au Régime, à la nomination de vérificateurs externes, au caractère adéquat et à l'efficacité des contrôles internes, à la gestion des risques et à la conformité avec les exigences législatives et réglementaires. Le comité de vérification se réunit au minimum deux fois par an.

Comité des placements

Le comité des placements aide le Conseil à s'acquitter de ses responsabilités consistant à assurer la surveillance des placements du fonds de pension (la fiducie) établi dans le cadre du Régime. Le comité des placements se réunit au minimum quatre fois par an.

Présence aux réunions

Les fiduciaires doivent assister aux réunions du Conseil et des comités dont ils sont membres. Le tableau suivant indique le nombre de réunions tenues en 2022 et la présence des fiduciaires et des observateurs.

	Réunions du Conseil	Séances de planification stratégique	Comité spécial de gestion des risques	Comité de vérification	Comité de gouvernance	Comité des placements
S. Proulx-Daigle (Présidente) ¹	4/4	2/2	-	-	-	-
T. Maston (Vice-président) ²	4/4	2/2	1/1	2/2	-	4/4
R. Boudreau ³	3/3	2/2	-	-	-	-
V. Squires	4/4	2/2	1/1	-	5/5	4/4
M. Quinn	4/4	2/2	1/1	2/2	-	4/4
M. Hiltz ⁴	4/4	2/2	-	-	5/5	-
R. Luton	4/4	2/2	-	-	-	4/4
L. Watters	4/4	2/2	-	1/2	-	-
P. Doucet	4/4	2/2	-	-	5/5	-
M. Richard	4/4	2/2	1/1	-	-	-
M. Thompson ⁵	1/1	-	-	-	-	-
L. Sprague (Observateur)	4/4	2/2	-	-	-	2/4
C. Little (Observatrice)	3/4	0/2	-	-	1/5	-
F. Finn (Observateur) ⁶	0/1	0/2	-	-	-	-

Le tableau ci-dessus présente les registres de présence des fiduciaires nommés aux comités du Conseil. Toutefois, tous les fiduciaires sont invités à assister aux réunions des comités en tant qu'invités.

¹Le mandat de présidente de S. Proulx-Daigle a expiré le 31 mars 2023.

²T. Maston a été nommé président le 1^{er} avril 2023.

³R. Boudreau était observateur et a été nommé fiduciaire à compter du 1^{er} mai 2022.

⁴M. Hiltz a été nommé vice-président le 1^{er} avril 2023.

⁵M. Thompson a démissionné à compter du 30 avril 2022.

⁶F. Finn a été nommé observateur le 1^{er} septembre 2022.

Pour un résumé des activités du Conseil des fiduciaires en 2022, voir l'annexe A.

DOCUMENTS CONSTITUTIFS

Le Régime est régi par un certain nombre de documents importants (c'est-à-dire qu'il mène ses affaires en se fondant sur lesdits documents) qui servent à guider le Conseil dans sa surveillance du Régime. Les versions actuelles de ces documents sont disponibles au cesnb.ca.

Convention et déclaration de fiducie

La Convention et déclaration de fiducie est entrée en vigueur le 29 août 2013, peu après la conversion du Régime d'un régime à prestations déterminées à un régime à risques partagés, le 1^{er} juillet 2012. Ce document visait à garantir que le Régime de retraite de certains employés syndiqués des hôpitaux du Nouveau-Brunswick continue d'être une fiducie dans le cadre du Régime. Il énonce également les pouvoirs et fonctions du Conseil en tant qu'administrateur du Régime.

Politique de financement

La Politique de financement est l'outil utilisé par le Conseil pour gérer les risques inhérents au Régime. Elle fournit les orientations et les règles concernant les décisions que pourrait être obligé de prendre le Conseil en fonction des résultats de l'évaluation actuarielle annuelle et des essais de la gestion des risques (comme il est expliqué à la page 13).

La Politique de financement est révisée chaque année par le Conseil, en tenant compte des données économiques et démographiques qui pourraient avoir une incidence sur le Régime, la confirmation de cet examen devant être soumise au surintendant des pensions.

Texte du Régime

Le Texte du Régime décrit en détail les dispositions du Régime qui s'appliquent à l'admissibilité, aux calculs des cotisations et des prestations, à la retraite, ainsi qu'à la Politique de financement, à l'Énoncé des politiques de placement et au cadre de gestion des risques, conformément à la *Loi sur les prestations de pension*.

Énoncé des politiques de placement

L'Énoncé des politiques de placement décrit la Politique de placement du fonds du Régime.

L'Énoncé des politiques de placement expose de manière détaillée comment le fonds de pension doit être placé, sachant qu'il doit être géré de manière à accorder des prestations de pension sûres dans la grande majorité des scénarios économiques. Il comprend également la composition cible de l'actif du fonds du Régime et les indices de référence par rapport auxquels les rendements des placements sont mesurés. Le Conseil doit l'examiner chaque année, la confirmation de cet examen devant être soumise au surintendant des pensions.



OPÉRATIONS DU RÉGIME

FOURNISSEURS DE SERVICES

Services d'administration

Le Conseil a conclu une entente d'administration avec Vestcor Inc. (Vestcor) pour gérer l'administration quotidienne du Régime. Vestcor perçoit les cotisations des employés et de l'employeur et verse les prestations conformément aux dispositions du Régime. Vestcor propose également des services de retraite pour aider les participants à comprendre leurs droits aux prestations. En 2022, Vestcor a eu plus de 4 400 contacts avec les participants du Régime par téléphone, par courriel et par courrier, ainsi que lors de réunions en personne.

De plus, Vestcor prépare les états annuels de chaque participant, aide le Conseil dans ses communications avec les participants et les parties prenantes avec des bulletins d'information semestriels et d'autres outils de communication, fournit des services aux participants, soutient les fonctions et la formation du Conseil et prépare des présentations réglementaires au surintendant des pensions et à l'Agence du revenu du Canada.

Services de gestion des placements

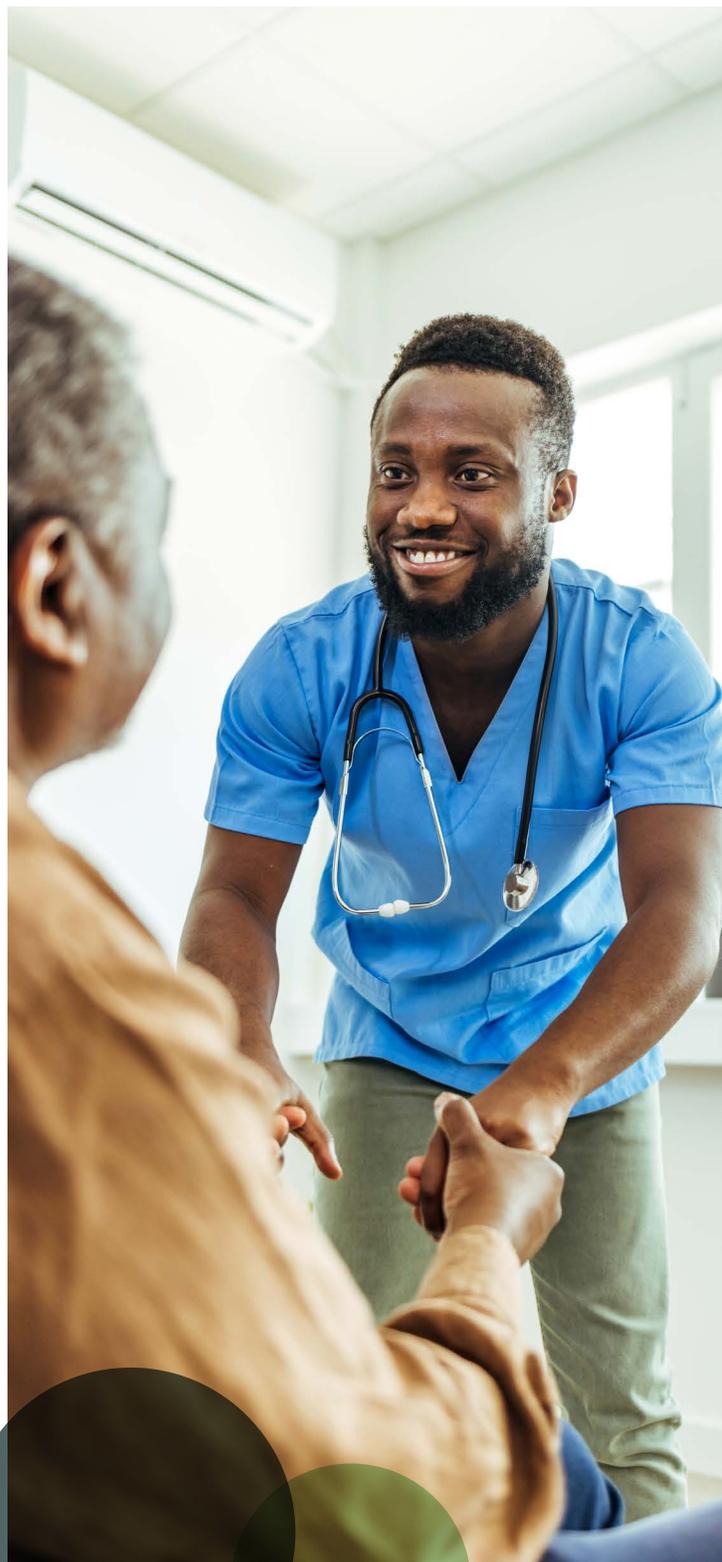
Vestcor est également le gestionnaire de placements du Régime, comme l'indique une entente de services de gestion de placements. Vestcor est responsable de la mise en œuvre de l'Énoncé des politiques de placement du Régime.

Vestcor fournit également des conseils en placement au Conseil. En ayant recours à une diversité d'outils et d'expertises, Vestcor fournit des prévisions et élabore des recommandations pour la composition de l'actif du Régime qui sont soumises à l'approbation du Conseil.

Vestcor investit les cotisations de pension de l'employeur et des employés dans une combinaison diversifiée de catégories d'actifs conformément à l'Énoncé des politiques de placement du Régime. Vestcor transfère également des fonds suffisants du fonds du Régime pour satisfaire aux exigences de versement mensuel des prestations de pension des retraités, des survivants et des bénéficiaires.

De plus amples renseignements sur Vestcor sont disponibles à vestcor.org.

VESTCOR



Services de vérification externe

Il incombe au vérificateur externe d'exprimer une opinion, en effectuant une vérification conformément aux normes canadiennes en la matière généralement reconnues, quant à la présentation fidèle des états financiers du Régime à tous égards matériels.

Grant Thornton LLP a été reconduit dans ses fonctions de vérificateur du Régime pour 2022.



Services de conseil en placement

Il incombe au consultant en placement de fournir des services de conseil en placement pour le Régime.

La société Ellement a été nommée consultante en placement pour le Régime pour 2022.



Services d'actuariat

Un actuaire est un expert de la mathématique des finances, des statistiques et de la théorie du risque. La *Loi sur les prestations de pension* exige que le Régime fasse l'objet d'une évaluation actuarielle annuelle par un actuaire accrédité. Le Conseil approuve les hypothèses actuarielles utilisées pour l'évaluation. Pour préparer ce rapport, il obtient les données courantes sur les participants et l'information sur la composition de l'actif auprès de Vestcor.

La société TELUS Santé (auparavant Solutions Mieux-être LifeWorks) a été reconduite dans ses fonctions d'actuaire du Régime pour 2022.



COÛT D'ADMINISTRATION DU RÉGIME DE RETRAITE DE CES

Les frais d'administration du Régime, comme l'indique l'état de l'évolution de l'actif net dans les états financiers vérifiés pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, comprennent le coût des services d'administration des prestations de pension et des services de gestion de placements fournis par Vestcor, ainsi que les coûts de fonctionnement du Conseil décrits à la page 8. Ces coûts sont détaillés à la note 11 des états financiers vérifiés, à la page 54.

Le total des frais d'administration pour l'exercice clos le 31 décembre 2022 s'est élevé à 6,4 millions de dollars, contre 5,9 millions de dollars pour la même période en 2021, soit une augmentation de 0,5 million de dollars. Sur cette augmentation, 0,3 million de dollars étaient liés à une augmentation des services d'administration des prestations de pension et 0,2 million de dollars à une augmentation des frais de gestion des placements.

Par rapport à l'actif moyen du fonds de pension, les coûts d'administration totaux ont augmenté à 0,229 % en 2022 comparativement à 0,219 % en 2021.

Le Régime continue de bénéficier de la compétitivité des coûts de son fournisseur de services de placements et d'administration, ces dépenses étant considérablement inférieures à celles qui seraient facturées par d'autres fournisseurs de services du secteur privé.

ÉVALUATION DU RÉGIME

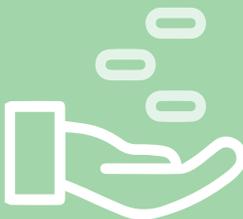
Le Régime de retraite de CES a pour objectif :



De fournir des prestations de pension sûres aux participants après leur départ à la retraite et à leurs bénéficiaires.



De se concentrer sur la gestion des risques afin qu'il y ait une certitude élevée que les prestations de base complètes seront versées.



De faire croître les prestations de pension des participants grâce à des augmentations (par exemple des rajustements au coût de la vie) dans la mesure où les fonds sont disponibles.

Comme il est indiqué à la page 12, chaque année, le Conseil choisit un cabinet d'actuaire indépendant pour réaliser une évaluation du Régime (également appelé évaluation actuarielle ou évaluation de la politique de financement). L'évaluation compare, à un moment donné, les actifs du Régime avec son passif.

Une estimation du passif du Régime est calculée par l'actuaire à l'aide d'un certain nombre d'hypothèses économiques (par exemple, les taux d'intérêt) et d'hypothèses démographiques (par exemple, l'espérance de vie).

Le rapport d'évaluation actuarielle le plus récent pour le Régime a été préparé en date du 31 décembre 2022, et le Conseil l'a approuvé le 21 septembre 2023.

ÉTAT DE FINANCEMENT DU RÉGIME SELON LE RAPPORT D'ÉVALUATION ACTUARIELLE

Coefficient de capitalisation du groupe avec entrants calculé sur une période de 15 ans

- Ce coefficient a une grande importance puisqu'il mesure la capacité du Régime à verser les prestations accumulées à ce jour. Il sert également à déterminer les mesures à prendre par le Conseil en vertu de la politique de financement du Régime, comme l'octroi de rajustements au coût de la vie. Ce coefficient compare la somme de la juste valeur marchande des actifs du Régime et de la valeur actuelle des cotisations excédentaires par rapport au montant requis pour financer les prestations de base accumulées au cours des 15 prochaines années, au passif du Régime au 31 décembre de chaque année.
- Au 31 décembre 2022, le coefficient de capitalisation du groupe avec entrants calculé sur une période de 15 ans était de 133,6 %, comparativement à 139,1 % en 2021.

Coefficient de capitalisation de la valeur de terminaison

- Ce coefficient, qui compare la juste valeur marchande des actifs du Régime à son passif au 31 décembre de chaque année, sert à calculer les prestations d'un participant à la cessation d'emploi, au décès, à la rupture du mariage ou au moment de la retraite.
- Au 31 décembre 2022, le Régime avait des actifs de 2,807 milliards de dollars et un passif de 2,535 milliards de dollars, ce qui donne un coefficient de capitalisation de la valeur de terminaison de 110,7 %.

Pour obtenir un exemplaire du rapport complet, rendez-vous au cesnb.ca.

RÉSULTATS DE LA GESTION DES RISQUES

En tant que régime à risques partagés, le Régime de retraite de CES doit faire l'objet d'une série d'essais annuels de gestion des risques visant à garantir sa sécurité ainsi que sa capacité de verser des prestations à long terme à ses participants. Les résultats de ces essais peuvent donner lieu à la nécessité d'effectuer des rajustements à court terme pour une année donnée, afin d'aider à préserver la santé financière à long terme du Régime.

Les objectifs de la gestion des risques sont énoncés dans la Politique de financement du Régime. L'actuaire du Régime a confirmé, dans son rapport d'évaluation actuarielle annuelle en date du 31 décembre 2022, que le Régime avait réussi ces essais.

Objectif principal de la gestion des risques

Atteindre une probabilité d'au moins 97,5 % que les prestations acquises ne seront pas réduites au cours des 20 prochaines années.



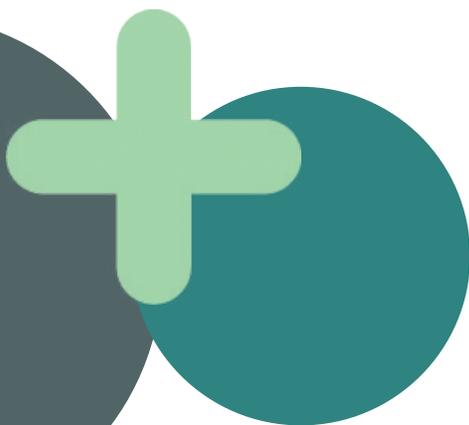
Premier objectif secondaire de la gestion des risques

Le Régime devrait être en mesure de fournir une indexation (RCV) de 75 % ou plus de l'IPC aux participants au cours des 20 prochaines années.



Deuxième objectif secondaire de la gestion des risques

Arriver à une probabilité d'au moins 75 % que les prestations accessoires (par exemple la subvention de retraite anticipée) seront fournies au cours des 20 prochaines années.



RENDEMENT DES PLACEMENTS

OBJECTIFS DE PLACEMENT

À long terme, l'objectif est de préserver les actifs du Régime et de garantir les pensions de tous les participants. Le but est d'offrir le meilleur rendement du capital investi à long terme possible, tout en atteignant les objectifs stricts de gestion des risques du Régime. Le portefeuille de placements du Régime suit une répartition d'actifs cibles diversifiée conçue pour atteindre ces objectifs en fonction des caractéristiques du Régime, tout en atteignant un taux de rendement supérieur au taux de rendement requis pour financer les prestations de base.

Cette approche à faible risque signifie que la composition cible d'éléments d'actif peut produire des rendements inférieurs à la moyenne lorsque les marchés sont forts, mais des rendements supérieurs à la moyenne lorsque les marchés sont plus faibles. L'objectif du portefeuille bien diversifié du Régime est de réduire au minimum les effets à long terme des fluctuations du marché.

À moyen terme, l'objectif de la gestion active des placements du Régime est d'afficher un taux de rendement moyen de 0,50 % (ou 50 points de base) supérieur au rendement qui serait obtenu par une gestion passive du portefeuille. Cette contribution à valeur ajoutée correspond au taux de rendement moyen mobile actif cible sur quatre ans du portefeuille, après déduction de tous les frais de gestion des placements.

À plus court terme, le but est d'atteindre des taux de rendement élevés pour chaque catégorie importante d'éléments d'actif tout en évitant les risques de placement inutiles et la volatilité du marché.

Le fonds du Régime est investi conformément à l'Énoncé des politiques de placement (EPP). Une copie de l'EPP est disponible au cesnb.ca



COMPOSITION DE L'ACTIF

Le Conseil a examiné l'EPP le 11 février 2022, y compris la composition cible de l'actif à jour, et a confirmé qu'il l'approuvait. Le Conseil a approuvé des modifications afin de tenir compte des changements apportés à la stratégie de gestion des placements, à la suite d'une étude de la gestion actif-passif (GAP) réalisée en 2021. Étant donné que les placements du Régime sont toujours en cours de transition vers la répartition de l'actif cible mise à jour, le tableau ci-dessous comprend la répartition de l'actif cible avant et à compter du 11 février 2022, ainsi que la répartition de l'actif réelle au 31 décembre 2022.

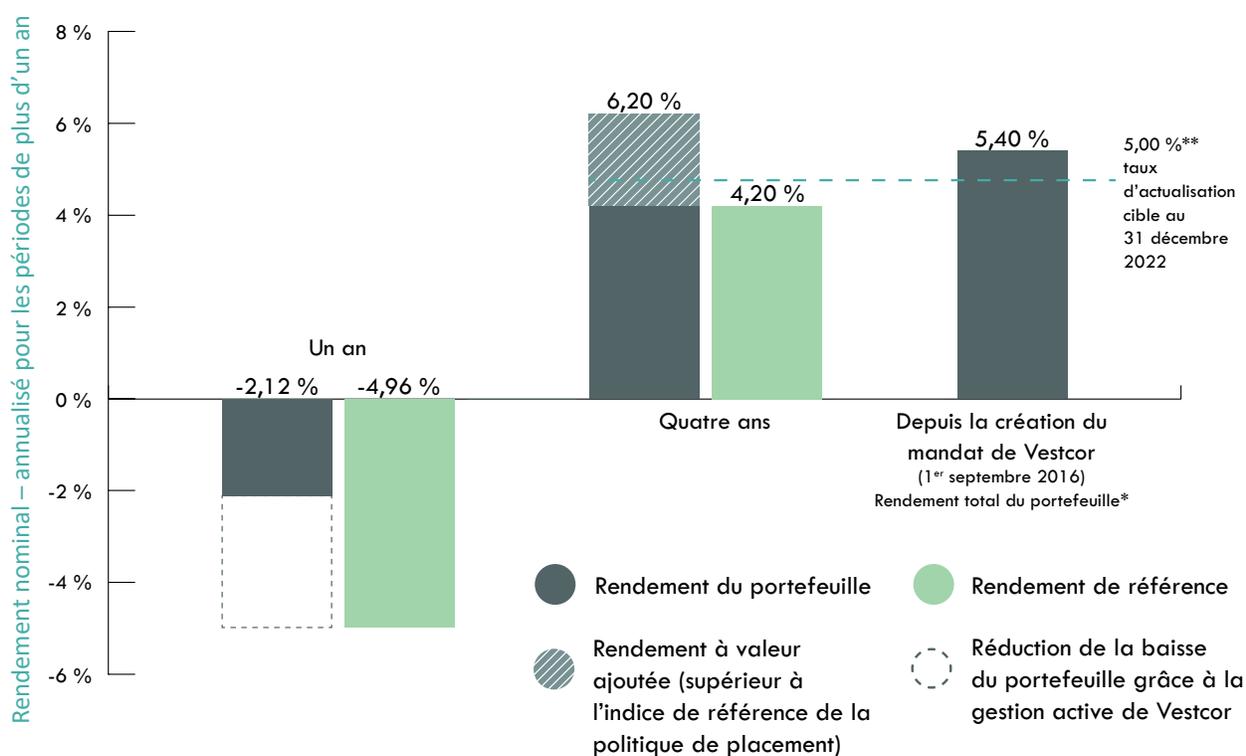
	Réelle	Cible au 11 février 2022	Cible avant le 11 février 2022
Revenu fixe			
Actifs à court terme	0,8 %	0,0 %	0,0 %
Obligations du gouvernement canadien	16,7 %	17,5 %	17,0 %
Obligations de sociétés canadiennes	18,7 %	20,0 %	19,0 %
Obligations multimarchés à rendement élevé	3,5 %	5,0 %	4,0 %
Instruments liés à l'inflation			
Immobilier	13,0 %	11,0 %	14,0 %
Infrastructure	11,3 %	11,0 %	11,0 %
Stratégie de rendement absolu	5,6 %	7,5 %	-
Actions publiques			
Sociétés canadiennes	3,5 %	4,0 %	3,0 %
Sociétés canadiennes à faible capitalisation	0,5 %	0,0 %	0,5 %
Actions publiques internationales (hors Canada)	7,0 %	8,0 %	7,25 %
Sociétés des marchés développés mondiaux à faible capitalisation (hors Canada)	0,1 %	0,0 %	2,0 %
Marchés émergents	0,0 %	-	3,0 %
Actions à volatilité minimum			
Sociétés canadiennes	3,9 %	4,0 %	3,0 %
Actions publiques internationales (hors Canada)	7,3 %	8,0 %	7,25 %
Marchés émergents	3,8 %	4,0 %	3,0 %
Actions privées	4,3 %	0,0 %	6,0 %
Total	100,0 %	100,0 %	100,0 %
Superposition à rendement absolu	5,0 %	-	10,0 %

Un régime de transition est en cours en raison d'un changement à l'EPP. Alors que les placements du Régime sont en cours de transition vers la répartition cible mise à jour, principalement à mesure que des possibilités de placement sur les marchés privés se présentent, des écarts plus importants sont attendus entre les pondérations réelles et cibles pour certains placements. Les écarts des pondérations des catégories d'actif entre la composition réelle et la composition cible de l'actif sont attribuables aux écarts autorisés pour tenir compte des fluctuations du marché ou pour assurer une transition prudente des actifs vers les nouvelles cibles de l'EPP. Le gestionnaire des placements du Régime, Vestcor, est autorisé à permettre que les pondérations des catégories d'actif s'écartent légèrement des pondérations prévues par la politique (dans les fourchettes permises) afin de réduire au minimum les coûts de transaction.

RENDEMENTS EN 2022

Le rendement nominal (le taux de rendement sans ajustement pour tenir compte de l'inflation) du fonds était de -2,12 % pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, ce qui était la première fois depuis la conversion du Régime en régime à risques partagés que le fonds obtenait un rendement négatif pour une année civile. En comparaison, le rendement annuel médian des régimes de pension à prestations déterminées, au Canada pour la même période, était de -10,3 %, comme l'a rapporté RBC Services aux investisseurs et de trésorerie. Le positionnement défensif des actifs investis a fourni une protection importante contre des baisses plus larges et le fonds a dépassé l'indice de référence de la politique de -4,96 % en 2022. Cela a entraîné des pertes de placement d'environ 25,1 millions de dollars qui, combinées aux cotisations des participants actifs, ont entraîné une diminution des fonds totaux de 6 millions de dollars après dépenses du Régime et prestations aux retraités.

Le graphique ci-dessous montre le rendement nominal comparativement au rendement de référence pour les périodes d'un an et de quatre ans, et pour la période d'environ six ans pendant laquelle Vestcor a géré le fonds de pension.



Le rendement nominal global, avant les frais de gestion des placements, supérieur à l'indice de référence du portefeuille, a représenté 2,84 % de la valeur ajoutée brute des placements. Après déduction des frais de gestion des placements de 0,15 %, la valeur nette ajoutée au fonds de pension s'élevait à 2,69 %.

Définitions utiles

Gestion active : Une stratégie de placement que la direction utilise pour surclasser une cible de référence ou un indice de l'industrie.

Taux de rendement annualisé : Rendement d'un placement au cours d'une période donnée de moins d'un an, calculé comme si le rendement s'appliquait à une année complète.

Indice de référence : norme de l'industrie en fonction de laquelle les taux de rendement peuvent être mesurés, comme l'indice du marché des actions et l'indice du marché des obligations créés par les bourses et par les agents en placements.

Taux de rendement nominal : Taux de rendement d'un placement sans tenir compte de l'inflation.

Pour des définitions encore plus utiles, vous pouvez trouver un glossaire au vestcor.org/glossaire.

* Y compris des actifs qui ne sont pas encore gérés par Vestcor.

** Le taux d'actualisation a augmenté de 4,75 % à 5,00 % le 31 décembre 2022.

La source de ces rendements nominaux d'un an par catégorie d'actif, comparés aux rendements de référence respectifs, est indiquée dans le tableau ci-dessous :

Taux de rendement 2022, calculé en dollars canadiens

	Rendement	Référence	Valeur Ajoutée
Revenu fixe			
Actifs à court terme (liquidités)	2,02 %	1,81 %	0,22 %
Obligations du gouvernement canadien	-12,06 %	-12,34 %	0,28 %
Obligations de sociétés canadiennes	-9,51 %	-9,87 %	0,36 %
Obligations multimarchés à rendement élevé	-12,06 %	-11,59 %	-0,47 %
Instruments liés à l'inflation			
Immobilier	6,19 %	4,90 %	1,29 %
Infrastructure	19,57 %	8,90 %	10,6 %
Stratégie de rendement absolu	8,43 %	1,81 %	6,63 %
Actions publiques			
Sociétés canadiennes	-4,99 %	-5,84 %	0,85 %
Marchés développés mondiaux	-9,48 %	-12,03 %	2,55 %
Sociétés canadiennes à faible capitalisation*	-9,14 %	-16,32 %	7,18 %
Sociétés des marchés développés mondiaux à faible capitalisation (hors Canada) ***	-0,66 %	0,14	-0,80 %
Actions à volatilité minimum			
Sociétés canadiennes	-0,99 %	-1,08 %	0,09 %
Marchés développés mondiaux (hors Canada)	-1,10 %	-3,52 %	2,42 %
Marchés émergents	-6,72 %	-7,70 %	0,97 %
Actions privées*	9,19 %	-6,38 %	15,56 %
Position active de la composition de l'actif			0,04 %
Superposition de rendement absolu**			0,12 %
Total	-2,12 %	-4,96 %	2,84 %

*Date de début : 1^{er} avril 2022

**Date de début : 31 mars 2022

***Date de début : 2 mai 2022

Pour obtenir des commentaires généraux sur la conjoncture du marché et le comportement des catégories d'actif, veuillez consulter vestcor.org/miseajourdumarche. Les renseignements sont mis à jour chaque trimestre.

Les états financiers vérifiés de CES figurent à la page suivante et fournissent des renseignements détaillés sur le rendement du Régime pour l'exercice terminé au 31 décembre 2022.

Le rapport sur la valeur totale du fonds préparé par Vestcor pour le Régime est inclus à la page 58. Ce rapport supplémentaire suit les Global Investment Performance Standards (GIPS®) du Chartered Financial Analysts' Institute. Les politiques et les procédures de Vestcor utilisées dans la préparation du rapport ont été soumises à une vérification indépendante.

ÉTATS FINANCIERS DU RÉGIME DE RETRAITE DE CES

Les états financiers du Régime de retraite de CES ont été préparés et approuvés par le Conseil des fiduciaires. Le Conseil est responsable de l'intégrité et de la présentation fidèle des états financiers, notamment des montants basés sur les meilleures estimations et le meilleur jugement.

Le Conseil applique des systèmes de contrôle interne et des procédures connexes pour donner l'assurance raisonnable que de l'information financière exacte est disponible, que l'actif est protégé et que les ressources sont gérées efficacement.

Le Conseil est assisté par son comité de vérification qui est composé de trois membres du Conseil. Le comité de vérification examine les états financiers et les recommande à l'approbation du Conseil. Le comité de vérification examine également les questions relatives à la comptabilité, à la vérification, aux systèmes de contrôle interne, à la gestion des risques financiers ainsi qu'à la portée, à la planification et aux résultats de vérification des vérificateurs internes et externes.

Tout au long des états financiers, le Régime est appelé « Régime à risques partagés de certains employés syndiqués des hôpitaux du Nouveau-Brunswick », cette appellation demeurant son nom légal.



**Régime à risques partagés de certains employés syndiqués des hôpitaux
du Nouveau-Brunswick**

États financiers

31 décembre 2022

Rapport de l'auditeur indépendant

Au Conseil des fiduciaires du Régime à risques partagés de certains employés syndiqués des hôpitaux du Nouveau-Brunswick

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers du Régime à risques partagés de certains employés syndiqués des hôpitaux du Nouveau-Brunswick, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2022 ainsi que l'état d'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations et l'état de l'évolution des obligations au titre des prestations de retraite pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires constituées d'un résumé des principales méthodes.

À notre avis, les états financiers ci-joints présentent fidèlement, à tous les égards importants, l'image de la situation financière du régime à risques partagés de certains employés syndiqués des hôpitaux du Nouveau-Brunswick au 31 décembre 2022, ainsi que l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations et l'évolution des obligations au titre des prestations de retraite pour l'exercice terminé à cette date conformément aux normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants du régime à risques partagés de certains employés syndiqués des hôpitaux du Nouveau-Brunswick conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Régime de risques partagés de certains employés syndiqués des hôpitaux du Nouveau-Brunswick à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le Régime à risques partagés de certains employés syndiqués des hôpitaux du Nouveau-Brunswick ou de cesser son activité si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Régime à risques partagés de certains employés syndiqués des hôpitaux du Nouveau-Brunswick.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit.

En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Régime à risques partagés de certains employés syndiqués des hôpitaux du Nouveau-Brunswick;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Régime à risques partagés de certains employés syndiqués des hôpitaux du Nouveau-Brunswick à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le Régime à risques partagés de certains employés syndiqués des hôpitaux du Nouveau-Brunswick à cesser son exploitation.
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Fredericton, Canada
Juin 22, 2023



Comptables professionnels agréés

**RÉGIME À RISQUES PARTAGÉS DE CERTAINS EMPLOYÉS SYNDIQUÉS DES HÔPITAUX DU
NOUVEAU-BRUNSWICK**
État de la situation financière
(en milliers de dollars canadiens)
AU 31 DÉCEMBRE

	2022	2021
ACTIFS		
Placements <i>(notes 3 et 4)</i>	2 784 860 \$	2 793 785 \$
Cotisations à recevoir des employeurs	7 441	6 980
Cotisations à recevoir des employés	8 197	6 274
Autres débiteurs	9 394	8 221
Total des actifs	2 809 892	2 815 260
PASSIFS		
Créditeurs et charges à payer	2 439	1 999
Actif net disponible pour le service des prestations	2 807 453	2 813 261
Obligations au titre des prestations de retraite <i>(note 6)</i>	2 627 700	2 472 700
SURPLUS	179 753 \$	340 561 \$

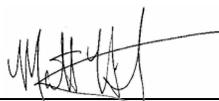
Voir les notes afférentes aux états financiers.

Engagements *(note 13)*
 Indemnisation *(note 14)*

Approuvé au nom du conseil des fiduciaires :



Tom Maston
Président



Matt Hiltz
Vice-président

**RÉGIME À RISQUES PARTAGÉS DE CERTAINS EMPLOYÉS SYNDIQUÉS DES HÔPITAUX DU
NOUVEAU-BRUNSWICK**

État de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations

(en milliers de dollars canadiens)

EXERCICES CLOS LE 31 DÉCEMBRE

	2022	2021
Augmentation de l'actif net		
Revenu net de placement <i>(note 9)</i>	—	\$ 238 328 \$
Cotisations de retraite des employeurs – actuelle	65 869	48 812
Cotisations de retraite des employeurs – service antérieur	11	40
Cotisations de retraite des employés – actuelle	65 959	48 797
Cotisations de retraite des employés – service antérieur	457	614
Transferts réciproques	1 150	2 084
	133 446	338 675
Diminution de l'actif net		
Perte nette sur placement <i>(note 9)</i>	25 074	—
Prestations de retraite <i>(note 10)</i>	107 830	97 329
Frais d'administration <i>(note 11)</i>	6 350	5 863
	139 254	103 192
(Diminution) augmentation de l'actif net disponible pour le service des prestations	(5 808)	235 483
Actif net disponible pour le service des prestations à l'ouverture de l'exercice	2 813 261	2 577 778
Actif net disponible pour le service des prestations à la clôture de l'exercice	2 807 453	\$ 2 813 261 \$

Voir les notes afférentes aux états financiers.

**RÉGIME À RISQUES PARTAGÉS DE CERTAINS EMPLOYÉS SYNDIQUÉS DES HÔPITAUX DU
NOUVEAU-BRUNSWICK**

État de l'évolution des obligations au titre des prestations de retraite

(en milliers de dollars canadiens)

EXERCICES CLOS LE 31 DÉCEMBRE

	2022	2021	
Obligations au titre des prestations de retraite à l'ouverture de l'exercice	2 472 700	\$ 2 272 100	\$
Variation des obligations au titre des prestations de retraite :			
Variation des hypothèses actuarielles	(82 700)	79 600	
Intérêt accumulé sur les prestations	113 300	105 400	
Pertes (gains) actuariels	5 800	3 100	
Améliorations aux pensions constituées	3 900	3 000	
Transferts nets et autres mesures	1 600	2 700	
Coût d'exercice actuariel	87 000	69 500	
Prestations versées	(107 800)	(97 300)	
Rajustement au coût de la vie	133 900	34 600	
	155 000	200 600	
Obligations au titre des prestations de retraite à la clôture de l'exercice	2 627 700	\$ 2 472 700	\$

Voir les notes afférentes aux états financiers.

**RÉGIME À RISQUES PARTAGÉS DE CERTAINS EMPLOYÉS SYNDIQUÉS DES HÔPITAUX DU
NOUVEAU-BRUNSWICK**

Notes afférentes aux états financiers
(en milliers de dollars canadiens)

AU 31 DÉCEMBRE 2022 ET POUR L'EXERCICE CLOS À CETTE DATE

1. Description du Régime

La description suivante du Régime à risques partagés de certains employés syndiqués des hôpitaux (« le Régime ») du Nouveau-Brunswick n'est qu'un aperçu. Pour obtenir de l'information additionnelle, consultez le Texte du Régime.

Le 1^{er} juillet 2012, le Régime de retraite de certains employés syndiqués des hôpitaux du Nouveau-Brunswick a été converti en Régime à risques partagés de certains employés syndiqués des hôpitaux du Nouveau-Brunswick. Ce modèle, régi par le conseil des fiduciaires, a introduit des changements pour éliminer le déficit de financement du Régime. L'information financière au sujet du Régime à risques partagés de certains employés syndiqués des hôpitaux du Nouveau-Brunswick est communiquée comme étant la continuation du Régime de retraite de certains employés syndiqués des hôpitaux du Nouveau-Brunswick préexistant. Le modèle à risques partagés prévoit un financement supplémentaire par une augmentation des cotisations des participants et des employeurs. Il établit aussi des procédures de gestion des risques, des objectifs de financement et le partage des risques liés aux prestations afin de gérer prudemment la variabilité des résultats de financement avec le temps.

Le modèle de régime de retraite à risques partagés n'est pas défini dans les normes comptables actuelles. En vertu de ces normes, un régime de retraite doit être comptabilisé comme régime à cotisations déterminées ou régime à prestations déterminées. Cela demande beaucoup de jugement professionnel pour déterminer le traitement comptable approprié de tels régimes. D'après la recherche effectuée, les dispositions législatives habilitantes et les documents spécifiques des régimes, la direction a conclu que la méthode applicable aux régimes à prestations déterminées représente actuellement le traitement comptable approprié pour le Régime.

a) Généralités

Le Régime est un régime de retraite à risques partagés pour les employés qui sont membres du Syndicat des infirmières et infirmiers du Nouveau-Brunswick (SIINB) et du Syndicat des employé(e)s des secteurs public et privé du Nouveau-Brunswick (SESPPNB) (groupes Professionnels spécialisés en soins de santé et Paramédical), ainsi que pour les membres du personnel du SIINB (depuis le 1^{er} juillet 2013) et du SESPPNB (depuis le 1^{er} octobre 2015).

Les employés à temps plein et à temps partiel de ces groupes doivent adhérer au Régime immédiatement. À partir du 1^{er} juillet 2014, tous les autres employés de ces groupes (p. ex., employés occasionnels, employés temporaires, etc.) doivent adhérer au Régime s'ils satisfont aux critères d'admissibilité notés.

b) Politique de financement

Les cotisations sont effectuées par les participants et le répondant du Régime pour financer les prestations, comme il est déterminé en vertu des dispositions du Texte et de la Politique de financement du Régime.

RÉGIME À RISQUES PARTAGÉS DE CERTAINS EMPLOYÉS SYNDIQUÉS DES HÔPITAUX DU NOUVEAU-BRUNSWICK

Notes afférentes aux états financiers

(en milliers de dollars canadiens)

AU 31 DÉCEMBRE 2022 ET POUR L'EXERCICE CLOS À CETTE DATE

1. Description du Régime (suite)

c) Prestations de retraite

Les prestations de base décrites à l'article V du Texte du Régime (résumées ci-dessous) sont les prestations prévues par le présent Régime. Nonobstant les autres dispositions du Régime, la Politique de financement autorisera ou obligera le conseil des fiduciaires à apporter des changements aux prestations de base. De tels changements peuvent être positifs ou négatifs et toucheront toutes les catégories de participants au Régime.

- I. Pour chaque année (ou partie d'année) de service ouvrant droit à pension au 1^{er} juillet 2012 ou après cette date : $1,4 \% \times$ les gains ouvrant droit à pension annualisés accumulés durant l'année jusqu'à concurrence du MGAP pour l'année plus $2,0 \% \times$ le montant des gains ouvrant droit à pension annualisés accumulés durant l'année qui dépasse le MGAP pour l'année multiplié par le nombre d'heures travaillées (et ayant donné lieu à des cotisations) / 1 950 heures.
- II. Pour tout le service ouvrant droit à pension entre le 1^{er} janvier 1990 et le 30 juin 2012 : le service ouvrant droit à pension $\times 1,3 \% \times$ les gains moyens des cinq meilleures années au 30 juin 2012 jusqu'à concurrence du MGAP moyen à la même date, plus le service ouvrant droit à pension $\times 2,0 \% \times$ le montant des gains moyens des cinq meilleures années au 30 juin 2012 qui dépasse le MGAP moyen à la même date.
- III. Pour tout le service ouvrant droit à pension antérieur au 1^{er} janvier 1990 : le service ouvrant droit à pension $\times 2,0 \% \times$ les gains moyens des cinq meilleures années au 30 juin 2012.

Toutes les prestations (versées ou payables) peuvent être rajustées annuellement par l'octroi d'augmentations au titre du coût de la vie conformément à la politique de financement.

Un participant peut choisir une pension de base, soit une pension à vie avec une période garantie de 5 ans, ou l'une des quatre formes facultatives de pension : 1) une pension à vie avec une période garantie de 10 ans; 2) une pension commune et de survivant à 60 %; 3) une pension commune et de survivant à 75 %; 4) une pension commune et de survivant à 100 %.

L'âge normal de la retraite est de 65 ans. Il est alors possible d'obtenir des prestations de retraite non réduites après au moins cinq années d'emploi continu, au moins deux années de service ouvrant droit à pension et au moins deux années de participation au Régime. Les participants ont droit à des prestations réduites entre l'âge de 55 et 65 ans après au moins cinq années d'emploi continu, au moins deux années de service ouvrant droit à pension ou au moins deux années de participation au Régime. Un participant qui opte pour une retraite anticipée recevra également une prestation de raccordement temporaire payable jusqu'à l'âge de 65 ans, qui correspond à 27 \$ par mois par année de service ouvrant droit à pension.

**RÉGIME À RISQUES PARTAGÉS DE CERTAINS EMPLOYÉS SYNDIQUÉS DES HÔPITAUX DU
NOUVEAU-BRUNSWICK**

Notes afférentes aux états financiers
(en milliers de dollars canadiens)

AU 31 DÉCEMBRE 2022 ET POUR L'EXERCICE CLOS À CETTE DATE

1. Description du Régime (suite)**d) Prestations de décès**

Si un participant décède avant de prendre sa retraite et d'avoir réuni l'un des critères suivants : cinq années d'emploi continu; deux années de service ouvrant droit à pension; ou deux années de participation au Régime, les prestations payables à son conjoint survivant (ou à son bénéficiaire s'il n'y a pas de conjoint) sont un remboursement des propres cotisations du participant avec les intérêts accumulés.

Si un participant décède avant la retraite et qu'il avait effectué au moins cinq années d'emploi continu, au moins deux années de service ouvrant droit à pension ou au moins deux années de participation au Régime, son conjoint survivant (ou son bénéficiaire s'il n'y a pas de conjoint) recevra un montant forfaitaire correspondant au montant de la valeur de terminaison que le participant aurait reçu s'il avait mis fin à son emploi juste avant son décès.

Si un participant décède après avoir pris sa retraite, la prestation de décès payable est établie conformément aux dispositions de la forme de pension que ce dernier avait choisie à la date de sa retraite.

e) Prestations à la cessation d'emploi

Un participant qui met fin à son emploi et qui compte moins de cinq années d'emploi continu, moins de deux années de service ouvrant droit à pension et moins de deux années de participation au Régime recevra un remboursement de ses propres cotisations avec les intérêts accumulés.

Un participant comptant au moins cinq années d'emploi continu, au moins deux années de service ouvrant droit à pension ou au moins deux années de participation au Régime qui met fin à son emploi et qui n'est pas admissible à une prestation de retraite immédiate peut choisir de recevoir une pension différée dès l'âge de 55 ans ou un montant correspondant à la valeur de terminaison à la date de sa cessation. La valeur de terminaison de la prestation de retraite doit être transférée sur une base immobilisée à un régime enregistré d'épargne-retraite, à condition que le transfert soit permis en vertu de la *Loi sur les prestations de pension* (« la Loi »). Les participants qui mettent fin à leur emploi et qui sont immédiatement admissibles à une pension de retraite mensuelle peuvent seulement choisir de recevoir une pension immédiate ou différée.

f) Impôt sur le revenu

Le Régime est un régime de retraite agréé tel que défini dans la *Loi de l'impôt sur le revenu* et il n'est pas assujéti à l'impôt sur le revenu.

g) Ententes de transfert réciproques

Le conseil des fiduciaires peut, à sa discrétion, de temps à autre, conclure des ententes réciproques avec les employeurs d'autres régimes de retraite. Le 11 juin 2017, il a conclu une nouvelle entente de transfert réciproque entre le Régime et le Régime de retraite des employés membres du SEPPNB. Une entente réciproque est aussi en place entre le Régime et le Régime de retraite des employés à temps partiel et saisonniers du gouvernement du Nouveau-Brunswick.

RÉGIME À RISQUES PARTAGÉS DE CERTAINS EMPLOYÉS SYNDIQUÉS DES HÔPITAUX DU NOUVEAU-BRUNSWICK

Notes afférentes aux états financiers

(en milliers de dollars canadiens)

AU 31 DÉCEMBRE 2022 ET POUR L'EXERCICE CLOS À CETTE DATE

2. Principales méthodes comptables

a) Règles de présentation

Les présents états financiers ont été établis conformément aux Normes comptables pour les régimes de retraite figurant à la Partie IV du *Manuel des comptables professionnels agréés (CPA)* du Canada. Ils sont fournis afin d'aider les participants au Régime et les autres intéressés à examiner les activités du Régime pour l'exercice, mais ils ne reflètent ni les exigences de capitalisation du Régime (*note 7*) ni la sécurité des prestations des participants individuels au Régime.

Tous les actifs et passifs de placement sont évalués à la juste valeur conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) 13, *Évaluation de la juste valeur*. Aux fins du choix ou d'un changement de méthodes comptables qui ne concernent pas les placements de portefeuille, les Normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite exigent que le Régime se conforme de façon cohérente soit aux IFRS figurant à la Partie I du *Manuel de CPA Canada*, soit aux Normes comptables pour les entreprises à capital fermé (NCECF) figurant dans la Partie II du *Manuel de CPA Canada*. Le Régime a choisi de se conformer de façon cohérente aux NCECF.

Les présents états financiers ont été établis conformément aux principales méthodes comptables décrites ci-dessous.

b) Base d'évaluation

Les présents états financiers ont été préparés au coût historique, sauf pour ce qui est des placements, lesquels sont évalués à la juste valeur par le biais de l'état de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations.

c) Instruments financiers

i) Classification, comptabilisation et évaluation

Les actifs financiers et les passifs financiers sont initialement comptabilisés dans l'état de la situation financière à la date de transaction, soit la date à laquelle le Régime devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument. Les actifs financiers et les passifs financiers sont initialement évalués à la juste valeur. Les coûts de transaction sont comptabilisés dans l'état de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations lorsqu'ils sont engagés.

Le modèle commercial employé pour gérer les actifs financiers et leurs caractéristiques de flux de trésorerie contractuels dicte la manière dont les actifs financiers doivent être classés lors de leur comptabilisation initiale, soit selon l'une des deux méthodes suivantes : au coût amorti ou à la juste valeur par le biais du résultat net (« JVBRN »). Les passifs financiers sont classés comme étant évalués au coût amorti, à moins qu'ils le soient comme étant à la JVBRN.

Les actifs financiers qui sont détenus dans un portefeuille d'actifs financiers à des fins de transaction ou gérés, dont le rendement est évalué à la juste valeur, sont évalués à la JVBRN, car ils ne sont détenus ni afin de recueillir des flux de trésorerie contractuels, ni pour à la fois recueillir des flux de trésorerie contractuels et vendre des actifs financiers.

**RÉGIME À RISQUES PARTAGÉS DE CERTAINS EMPLOYÉS SYNDIQUÉS DES HÔPITAUX DU
NOUVEAU-BRUNSWICK****Notes afférentes aux états financiers**
*(en milliers de dollars canadiens)***AU 31 DÉCEMBRE 2022 ET POUR L'EXERCICE CLOS À CETTE DATE****2. Principales méthodes comptables (suite)***c) Instruments financiers (suite)**i) Classification, comptabilisation et évaluation (suite)*

Le Régime a conclu une entente de gestion de placement avec Vestcor Inc. (« Vestcor ») pour que ce dernier gère les actifs de sa caisse de retraite d'une manière entièrement discrétionnaire. Certains placements du Régime consistent en des parts des fonds communs et de sociétés en commandite offerts par Vestcor (les « Entités de placement Vestcor »). Les placements sont gérés et leur rendement est évalué à la juste valeur. Cela étant, le Régime classe tous les placements comme étant à la JVBRN, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans le revenu net de placement à l'état de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations.

La juste valeur de chaque placement correspond à la valeur liquidative quotidienne calculée par part, multipliée par le nombre de parts détenues, et elle représente la quote-part du Régime dans l'actif net sous-jacent à la juste valeur établie en fonction des cours de clôture.

Les placements sous-jacents détenus dans les Entités de placement Vestcor sont évalués à la juste valeur à la date des états financiers. La juste valeur correspond au prix qui serait reçu à l'occasion de la vente d'un actif ou payé pour transférer un passif, dans le cadre d'une opération conclue à des conditions normales par des participants au marché, à la date de l'évaluation sur le principal marché, ou en son absence, sur le marché le plus avantageux auquel a accès Vestcor à cette date.

La juste valeur des titres sous-jacents dans les Entités de placement Vestcor qui sont négociés sur des marchés actifs (tels que les instruments dérivés négociés en bourse, les titres de créance et les titres de participation) est fondée sur les cours du marché à la clôture des négociations à la date de clôture.

S'il n'existe pas de cours sur un marché actif, Vestcor recourt à des techniques d'évaluation maximisant l'utilisation de données observables pertinentes et minimisant celle de données non observables. La technique d'évaluation choisie incorpore les facteurs dont tiendraient compte les participants au marché pour établir le prix d'une transaction.

Certains des actifs financiers et des passifs financiers du Régime, comme les cotisations et autres débiteurs, ainsi que les créiteurs et les charges à payer, sont évalués par la suite au coût amorti, soit le coût à la date de comptabilisation initiale diminué de toute perte de valeur. La valeur comptable de ces actifs et de ces passifs se rapproche de leur juste valeur en raison de leur brève période de règlement. À la date de clôture, le Régime détermine s'il existe une indication objective de dépréciation d'un actif financier comptabilisé au coût amorti. Si tel est le cas, le Régime comptabilise une perte de valeur correspondant à la différence entre le coût amorti de l'actif financier et la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés.

RÉGIME À RISQUES PARTAGÉS DE CERTAINS EMPLOYÉS SYNDIQUÉS DES HÔPITAUX DU NOUVEAU-BRUNSWICK

Notes afférentes aux états financiers

(en milliers de dollars canadiens)

AU 31 DÉCEMBRE 2022 ET POUR L'EXERCICE CLOS À CETTE DATE

2. Principales méthodes comptables (suite)

c) Instruments financiers (suite)

ii) Décomptabilisation

Le Régime décomptabilise un actif financier lorsque les droits contractuels aux flux de trésorerie liés à l'actif financier arrivent à échéance ou sont transférés dans le cadre d'une transaction où la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété de l'actif financier est transférée.

Lorsqu'un actif financier est décomptabilisé, la différence entre sa valeur comptable et la contrepartie est comptabilisée à titre de revenu net de placement à l'état de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations.

Le Régime décomptabilise un passif financier lorsque les obligations contractuelles sont éteintes ou annulées ou qu'elles arrivent à échéance.

d) Obligations au titre des prestations de retraite

Les obligations au titre des prestations de retraite comptabilisées dans l'état de la situation financière correspondent à la valeur actuarielle des prestations de retraite constituées, déterminée au moyen de la méthode de répartition des prestations constituées, conformément à l'alinéa 14(7)(a) du *Règlement 2012-75*, pris sous le régime de la *Loi*, et d'après des hypothèses actuarielles reflétant la meilleure estimation prospective.

e) Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Les états financiers sont présentés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle du Régime.

f) Utilisation d'estimations et recours au jugement

L'établissement des états financiers du Régime exige le recours au jugement, à des estimations et à des hypothèses qui influent sur la mise en œuvre des méthodes comptables ainsi que sur la valeur comptable des actifs et des passifs à la date de l'état de la situation financière. Des estimations et des jugements importants sont nécessaires pour déterminer la juste valeur estimative déclarée des placements dans des entités fermées, qui sont incluses dans les placements sous-jacents détenus dans les Entités de placement Vestcor et pour établir les obligations au titre des prestations de retraite, puisque ce calcul peut inclure des estimations des flux de trésorerie futurs prévus, des taux de rendement, des taux de retraite, des taux de mortalité, des taux de cessation d'emploi, des taux d'actualisation et des conséquences d'événements futurs. Les résultats réels pourraient s'écarter de ces estimations. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont révisées régulièrement. Toute révision des estimations comptables est constatée dans la période au cours de laquelle les estimations sont révisées ainsi que dans les périodes futures touchées par ces révisions.

g) Impôt

Le Régime est un régime de retraite agréé aux termes de la *Loi de l'impôt sur le revenu (Canada)* et n'est pas assujéti à l'impôt.

**RÉGIME À RISQUES PARTAGÉS DE CERTAINS EMPLOYÉS SYNDIQUÉS DES HÔPITAUX DU
NOUVEAU-BRUNSWICK****Notes afférentes aux états financiers***(en milliers de dollars canadiens)***AU 31 DÉCEMBRE 2022 ET POUR L'EXERCICE CLOS À CETTE DATE****2. Principales méthodes comptables (suite)***h) Cotisations*

Les cotisations des employeurs et des participants au Régime sont constatées dans la période au cours de laquelle les retenues sur la paie sont effectuées et accumulées jusqu'à la fin de l'exercice pour les périodes de paie qui s'étendent sur l'exercice suivant.

i) Revenu net de placement

Les opérations de placement sont constatées par les Entités de placement Vestcor sous-jacents à la date où elles sont effectuées. Le revenu net de placement comprend les intérêts, les dividendes ainsi que les profits et les pertes de valeur, réalisés et non réalisés, des parts détenues dans chacune des Entités de placement Vestcor.

j) Conversion des devises

Les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères détenus dans les Entités de placement Vestcor sont convertis aux taux de change en vigueur à la date de l'état de la situation financière. Le revenu de placement et les frais connexes sont convertis aux taux en vigueur à la date de chaque transaction. Les profits et les pertes de change réalisés et non réalisés sont compris dans le revenu net de placement.

RÉGIME À RISQUES PARTAGÉS DE CERTAINS EMPLOYÉS SYNDIQUÉS DES HÔPITAUX DU NOUVEAU-BRUNSWICK

Notes afférentes aux états financiers

(en milliers de dollars canadiens)

AU 31 DÉCEMBRE 2022 ET POUR L'EXERCICE CLOS À CETTE DATE

3. Placements

Le Régime investit principalement dans des unités des Entités de placement Vestcor, qui consistent en des fonds en fiducie à participation unitaire et des structures de sociétés en commandite. Chaque Entité de placement Vestcor a son propre mandat d'investissement. L'investissement dans les Entités de placement Vestcor permet au Régime d'atteindre la pondération des catégories d'actifs prescrite dans son Énoncé de politiques et d'objectifs de placement (« ÉPOP »). Ce qui suit décrit chacune des Entités de placement Vestcor (« entité ») dans lesquelles le Régime investissait au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2022 :

Fonds d'obligations nominales de la SGPNB

Cette entité investit essentiellement dans des obligations de bonne qualité (dont la cote de crédit accordée par une importante agence de notation est d'au moins BBB) de pays du G7 et de provinces canadiennes, assorties d'un taux d'intérêt nominal. Son indice de référence est l'indice obligataire tous les gouvernements FTSE Canada.

Fonds d'obligations de sociétés de la SGPNB

Cette entité investit principalement dans des obligations de sociétés de bonne qualité (dont la cote de crédit accordée par une importante agence de notation est d'au moins BBB) assorties d'un taux d'intérêt nominal. Son indice de référence est l'indice obligataire toutes les sociétés FTSE Canada.

Fonds de valeurs internationales à revenu fixe à haut rendement de la SGPNB

Cette entité est gérée par des gestionnaires externes et investit activement dans des titres du Barclay's U.S. Corporate High Yield Total Return Index \$C Hedged (l'indice Barclay's de titres d'entreprises américaines à rendement total élevé en \$CA couvert).

Fonds de titres du marché monétaire de la SGPNB

Cette entité investit principalement dans des titres à revenu fixe dont l'échéance est inférieure à un an. Son indice de référence correspond à 93 % de l'indice des bons du Trésor à 91 jours FTSE Canada et à 7 % du taux des prêts à vue canadiens à un jour.

Fonds indiciel d'actions canadiennes de la SGPNB

Cette entité investit dans des titres de participation et des stratégies axées sur des instruments dérivés afin de s'exposer aux divers secteurs du S&P/TSX Composite Index (l'indice composé S&P/TSX). L'effet de levier lié aux dérivés est évité en veillant à ce que chaque instrument dérivé soit adossé à des placements à court terme d'une valeur appropriée. Son indice de référence est le S&P/TSX Composite Total Return Index (l'indice composé de rendement global S&P/TSX).

Fonds d'actions canadiennes à faible capitalisation de la SGPNB

Cette entité investit principalement dans des actions canadiennes cotées mais peut également utiliser d'autres investissements tels les fonds indiciels cotés, des dérivés cotés ou de gré à gré, ou d'autres titres pour permettre au fonds d'atteindre son objectif de rendement ou de gérer le risque autrement. Son indice de référence est le S&P/TSX Small Cap Total Return Index (l'indice de rendement global S&P/TSX à faible capitalisation).

**RÉGIME À RISQUES PARTAGÉS DE CERTAINS EMPLOYÉS SYNDIQUÉS DES HÔPITAUX DU
NOUVEAU-BRUNSWICK****Notes afférentes aux états financiers***(en milliers de dollars canadiens)***AU 31 DÉCEMBRE 2022 ET POUR L'EXERCICE CLOS À CETTE DATE****3. Placements (suite)***Fonds d'actions canadiennes à faible volatilité de la SGPNB*

Cette entité investit activement dans des titres afin de s'exposer au MSCI Canada Minimum Volatility Total Return Index, Gross (l'indice de rendement global MSCI Canada faible volatilité, brut). Son indice de référence est le MSCI Canada Minimum Volatility Total Return Index, Gross (l'indice de rendement global MSCI Canada faible volatilité, brut).

Fonds d'actions canadiennes externes de la SGPNB

Cette entité est gérée par des gestionnaires externes et investit dans des actions de sociétés canadiennes cotées en bourse. Son indice de référence est le S&P/TSX Composite Total Return Index (l'indice composé de rendement global S&P/TSX).

Fonds d'actions internationales externes de la SGPNB

Cette entité est gérée par des gestionnaires externes et investit dans des actions de sociétés cotées en bourse dans les marchés d'Europe, d'Australasie et d'Extrême-Orient (« EAEO »). Son indice de référence est le MSCI EAFE Total Return Index in \$C, Net (l'indice de rendement global MSCI EAEO en \$CA, net).

Fonds indiciel d'actions EAEO de la SGPNB

Cette entité investit dans des titres du MSCI EAFE Total Return Index in \$C, Net (l'indice de rendement global MSCI EAEO en \$CA, net). Son indice de référence est le MSCI EAFE Total Return Index in \$C, Net (l'indice de rendement global MSCI EAEO en \$CA, net).

Fonds d'actions internationales à faible capitalisation de Vestcor

Cette entité investit principalement dans des actions à faible capitalisation cotées sur des marchés ou autrement domiciliées aux pays considérés comme étant un Marché Développé (à l'exception du Canada) selon le fournisseur de l'indice de référence, mais elle peut également utiliser d'autres investissements tels les fonds indiciels cotés, des dérivés cotés ou de gré à gré, ou d'autres titres pour permettre au fonds d'atteindre son objectif de rendement ou de gérer le risque autrement. Son indice de référence est le MSCI World ex Canada Small Cap Total Return Index in \$C, Net (indice de rendement global MSCI monde hors Canada à faible capitalisation en \$CA, net).

Fonds d'actions internationales à faible volatilité de Vestcor

Cette entité investit principalement dans des actions à faible capitalisation cotées sur des marchés ou autrement domiciliées aux pays considérés comme étant un Marché Développé (à l'exception du Canada) selon le fournisseur de l'indice de référence, mais elle peut également utiliser d'autres investissements tels les fonds indiciels cotés, des dérivés cotés ou de gré à gré, ou d'autres titres pour permettre au fonds d'atteindre son objectif de rendement ou de gérer le risque autrement. Son indice de référence est le MSCI World ex Canada Small Cap Total Return Index in \$C, Net (indice de rendement global MSCI monde hors Canada à faible capitalisation en \$CA, net).

Fonds d'actions de marchés émergents à faible volatilité de la SGPNB – classe N

Cette entité investit activement dans des titres du MSCI Emerging Markets Minimum Volatility Total Return Index in \$C, Net (l'indice de rendement global MSCI marchés émergents faible volatilité en \$CA, net).

RÉGIME À RISQUES PARTAGÉS DE CERTAINS EMPLOYÉS SYNDIQUÉS DES HÔPITAUX DU NOUVEAU-BRUNSWICK

Notes afférentes aux états financiers

(en milliers de dollars canadiens)

AU 31 DÉCEMBRE 2022 ET POUR L'EXERCICE CLOS À CETTE DATE

3. Placements (suite)

Fonds indiciel d'actions américaines (2017) de la SGPNB

Cette entité investit passivement dans des titres de participation et des instruments dérivés afin de s'exposer sur le S&P 500 Index (l'indice S&P 500). L'effet de levier lié aux dérivés est évité en veillant à ce que chaque instrument dérivé soit adossé à des placements à court terme d'une valeur appropriée. Son indice de référence est le S&P 500 Total Return Index in \$C (l'indice de rendement global S&P 500 en \$CA).

Société en commandite de valeurs immobilières privées de Placements Vestcor

Cette entité investit dans des placements immobiliers privés canadiens et internationaux par l'entremise de structures de co-investissement, de sociétés en commandite ou de véhicules de placement similaires. L'indice de référence est le MSCI/REALPAC Canada Quarterly Property Fund Index (Levered), Net Total Return (l'indice immobilier trimestriel MSCI/REALPAC, Canada (à effet de levier) rendement global net).

Société en commandite de valeurs immobilières privées 2 de Placements Vestcor

Cette entité investit dans des placements immobiliers privés canadiens et internationaux par l'entremise de structures de co-investissement, de sociétés en commandite ou de véhicules de placement similaires. L'indice de référence est le MSCI/REALPAC Canada Quarterly Property Fund Index (Levered), Net Total Return (l'indice immobilier trimestriel MSCI/REALPAC, Canada (à effet de levier) rendement global net).

Vestcor Real Estate Fund Feeder Inc.

Cette entité est une société d'investissement en l'immobilier qui a investi dans la Société en commandite des fonds des valeurs immobilières de Placements Vestcor (« SCFVIPV »). La SCFVIPV investit directement dans des placements immobiliers privés canadiens. L'indice de référence est le MSCI/REALPAC Canada Quarterly Property Fund Index (Levered), Net Total Return (l'indice immobilier trimestriel MSCI/REALPAC, Canada (à effet de levier) rendement global net).

Fonds de valeurs immobilières internationales (2017) de la SGPNB

Cette entité investit principalement dans les actions cotées en bourse de fiducies de placement immobilier (FPI) internationales. Son indice de référence est une combinaison des indices d'actions de FPI de différents pays en \$CA (présentement FTSE NAREIT All Equity REITS Total Return Index in \$C (l'indice de rendement global FTSE NAREIT global des actions FPIs en \$CA)), déduction faite des frais.

Fonds d'investissement en infrastructures publiques (2017) de la SGPNB

Cette entité a pour but d'assurer une meilleure diversification de placements en instaurant une exposition comparable aux infrastructures, mais plus liquide. L'indice de référence est l'inflation, laquelle est mesurée par le pourcentage de variation sur 12 mois de l'IPC global du Canada, majoré de 4 %.

Société en commandite d'investissement en infrastructures de Placements Vestcor

Cette entité permet une diversification élargie en matière de placements, et consiste en des investissements directs en infrastructures à travers des structures de co-investissement. L'indice de référence est un taux de rendement réel de 4 %.

**RÉGIME À RISQUES PARTAGÉS DE CERTAINS EMPLOYÉS SYNDIQUÉS DES HÔPITAUX DU
NOUVEAU-BRUNSWICK****Notes afférentes aux états financiers***(en milliers de dollars canadiens)***AU 31 DÉCEMBRE 2022 ET POUR L'EXERCICE CLOS À CETTE DATE****3. Placements (suite)***Fonds à gestion quantitative (2017) de la SGPNB*

Cette entité vise à créer de la valeur en investissant dans des positions acheteur ou vendeur lorsque des fusions ou des structures à deux catégories d'actions sont annoncées et présentent des occasions d'arbitrage. Les positions vendeur sont soutenues par une réserve de trésorerie. Son indice de référence correspond à 93 % de l'indice des bons du Trésor à 91 jours FTSE Canada et à 7 % du taux des prêts à vue canadiens à un jour.

Fonds quantitatif d'actions au bêta stratégique (2017) de la SGPNB

Cette entité ajoute de la valeur en investissant dans des positions longues ou courtes, principalement des actions de l'indice MSCI ACWI. Les positions courtes sont adossées à une réserve de trésorerie. Son indice de référence correspond à 93 % de l'indice des bons du Trésor à 91 jours FTSE Canada et à 7 % du taux des prêts à vue canadiens à un jour.

Fonds de superposition à rendement absolu Vestcor

Cette entité crée de la valeur en permettant aux clients de déployer une superposition à rendement absolu. Cette entité investit principalement dans des unités du Fonds à gestion quantitative (2017) de la SGPNB et du Fonds quantitatif d'actions au bêta stratégique (2017) de la SGPNB, et dans des unités du Fonds de titres du marché monétaire de la SGPNB en positions courtes.

Société en commandite de société d'actions fermées de Placements Vestcor

Cette entité est gérée par des gestionnaires externes et investit principalement dans des actions de sociétés américaines et européennes qui ne sont pas cotées en bourse. Son indice de référence est la moyenne pondérée des indices de rendement global S&P/TSX, S&P 500 et MSCI EAEO en \$CA.

RÉGIME À RISQUES PARTAGÉS DE CERTAINS EMPLOYÉS SYNDIQUÉS DES HÔPITAUX DU

NOUVEAU-BRUNSWICK

Notes afférentes aux états financiers

(en milliers de dollars canadiens)

AU 31 DÉCEMBRE 2022 ET POUR L'EXERCICE CLOS À CETTE DATE

3. Placements (suite)

Le tableau qui suit présente en détail les avoirs en parts dans les Entités de placement Vestcor au 31 décembre :

<i>(en milliers de dollars)</i>	Nombre de parts <i>(arrondi)</i>	Valeur unitaire <i>(en dollars)</i>	Juste valeur 2022	Juste valeur 2021
Titres à revenu fixe				
Fonds d'obligations nominales de la SGPNB	116 685	2 749	458 196 \$	504 448 \$
Fonds d'obligations de sociétés de la SGPNB	381 678	1 350	515 429	545 900
Fonds de valeurs internationales à revenu fixe à haut rendement de la SGPNB	88 479	1 086	96 111	108 115
Fonds de titres du marché monétaire de la SGPNB	9 790	1 748	17 113	14 098
			1 086 849	1 172 561
Actions				
Fonds indiciel d'actions canadiennes de la SGPNB	15 474	5 248	81 213	96 538
Fonds d'actions canadiennes à faible capitalisation de la SGPNB	9 606	1 475	14 171	—
Fonds d'actions canadiennes à faible volatilité de la SGPNB	44 608	2 400	107 048	112 786
Fonds d'actions canadiennes externes de la SGPNB	2 368	6 428	15 219	15 787
Fonds d'actions internationales externes de la SGPNB	6 070	2956	17 942	23 662
Fonds d'actions internationales à faible capitalisation de Vestcor	3 320	898	2 980	—
Fonds indiciel d'actions EAEO de la SGPNB	25 157	1 973	49 639	59 346
Fonds d'actions internationales à faible volatilité de Vestcor	181 197	1 115	201 974	222 151
Fonds d'actions de marchés émergents à faible volatilité de la SGPNB	88 941	1 161	103 279	110 296
Fonds indiciel d'actions américaines (2017) de la SGPNB	24 822	5 020	124 619	68 891
Fonds d'actions Gryphon Global	25	2 351	59	57
			718 143	709 514
Immobilier et infrastructure				
Société en commandite de valeurs immobilières privées de Placements Vestcor – série III	19 149	1 313	25 145	13 547
Société en commandite de valeurs immobilières privées 2 de Placements Vestcor – série II	2 074	784	1 627	840
Société en commandite de valeurs immobilières privées 2 de Placements Vestcor – série III	7 857	1 067	8 382	—
Vestcor Real Estate Fund Feeder Inc.	82 443	1 237	101 961	64 498
Fonds de valeurs immobilières internationales (2017) de la SGPNB	3 571	9 796	34 979	42 492
Fonds d'investissement en infrastructures publiques (2017) de la SGPNB	10 371	1 359	14 098	57 754
Société en commandite d'investissement en infrastructures de Placements – Vestcor série III	15 113	1 304	19 706	16 386
Société en commandite d'investissement en infrastructures de Placements – Vestcor série IV	34 225	1 263	43 226	32 576
Société en commandite d'investissement en infrastructures de Placements – Vestcor série V	10 190	1 051	10 713	—
Fiera Properties Core Pension Trust	87 990	1 817	159 900	165 220
BlackRock Granite Property Fund, Inc.	6 325	1 742	11 019	9 573
BlackRock Asia Property Fund IV	7 636	1 477	11 277	12 500
BlackRock Europe Property Fund IV	626	5 616	3 517	3 711
Global Diversified Infrastructure Fund	182 101	270	49 198	42 923
Macquarie Infrastructure Partners III, L.P.	55 416	3 741	207 337	153 126
			702 085	615 146

RÉGIME À RISQUES PARTAGÉS DE CERTAINS EMPLOYÉS SYNDIQUÉS DES HÔPITAUX DU

NOUVEAU-BRUNSWICK

Notes afférentes aux états financiers

(en milliers de dollars canadiens)

AU 31 DÉCEMBRE 2022 ET POUR L'EXERCICE CLOS À CETTE DATE

3. Placements *(suite)*

<i>(en milliers de dollars)</i>	Nombre de parts <i>(arrondi)</i>	Valeur unitaire <i>(en dollars)</i>	Juste valeur 2022	Juste valeur 2021
Placements non traditionnels				
Fonds à gestion quantitative (2017) de la SGPNB	37 550	2 213	83 091	113 398
Fonds quantitatif d'actions au bêta stratégique (2017) de la SGPNB	51 986	1 354	70 376	110 148
Fonds de superposition à rendement absolu Vestcor	9 347	583	5 450	—
Société en commandite de société d'actions fermées de Placements Vestcor – série II	23 167	1 883	43 629	37 360
Société en commandite de société d'actions fermées de Placements Vestcor – série III	49 086	1 326	65 091	35 658
Société en commandite de société d'actions fermées de Placements Vestcor – série V	9 663	1 050	10 146	—
			277 783	296 564
			2 784 860 \$	2 793 785 \$

4. Juste valeur des instruments financiers

Les placements sont évalués à leur juste valeur et les variations de celle-ci sont comptabilisées dans le revenu net de placement.

L'établissement de la juste valeur repose sur l'utilisation de données de mesure comportant divers degrés de subjectivité. Il est possible de classer de la façon suivante ces degrés de subjectivité, ou niveaux, qui forment la hiérarchie des justes valeurs :

Niveau 1 — Prix cotés sur un marché actif, qui constituent les données les plus fiables pour l'évaluation de la juste valeur. Un instrument financier est considéré comme coté sur un marché actif si des cours sont aisément et régulièrement disponibles auprès d'une bourse, ou que ces prix représentent des transactions réelles et courantes sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

Niveau 2 — Données (autres que les prix cotés, ces derniers correspondant au niveau 1) qui sont observables directement ou indirectement à l'égard du placement. Ces données incluent les prix cotés pour des placements similaires sur des marchés actifs, les prix cotés pour des placements identiques ou similaires sur des marchés qui ne sont pas actifs, et les données autres que les prix cotés qui sont observables pour le placement. Il s'agit de données tirées principalement de données de marché observables, ou qui sont confirmées par ces dernières, par corrélation ou autrement.

Niveau 3 — Données non observables utilisées pour établir la juste valeur en l'absence de données observables. Les données non observables reflètent des hypothèses subjectives auxquelles les participants au marché peuvent recourir pour fixer le prix du placement.

**RÉGIME À RISQUES PARTAGÉS DE CERTAINS EMPLOYÉS SYNDIQUÉS DES HÔPITAUX DU
NOUVEAU-BRUNSWICK**

Notes afférentes aux états financiers
(en milliers de dollars canadiens)

AU 31 DÉCEMBRE 2022 ET POUR L'EXERCICE CLOS À CETTE DATE

4. Juste valeur des instruments financiers (suite)

Il y a onze placements classés comme niveau 3 :

Fiera Properties Core Fund

Ce fonds investit dans un portefeuille diversifié composé de biens immobiliers canadiens et ce fonds a une valeur marchande de 159 900 \$ (165 220 \$ en 2021). Il s'agit d'un fonds ouvert sans marché actif pour ses unités et aucune valeur liquidative publiée au 31 décembre 2022 et est donc classé comme un placement de niveau 3 dans la hiérarchie des justes valeurs.

BlackRock Granite Property Fund, Inc.

Ce fonds investit dans des biens immobiliers américains et dans des placements liés à l'immobilier et ce fonds a une valeur marchande de 11 019 \$ (9 573 \$ en 2021). Il s'agit d'un fonds ouvert sans marché actif pour ses unités et aucune valeur liquidative publiée au 31 décembre 2022 et est donc classé comme un placement de niveau 3 dans la hiérarchie des justes valeurs.

BlackRock Asia Property Fund IV

Cette société en commandite investit dans des biens immobiliers à travers la région de l'Asie du Pacifique et ce fonds a une valeur marchande de 11 277 \$ (12 500 \$ en 2021). Ce fonds de placement à capital fixe n'a pas de marché actif pour ses unités et aucune valeur liquidative publiée au 31 décembre 2022 et est donc classé comme un placement de niveau 3 dans la hiérarchie des justes valeurs. Ce fonds a amorcé ses activités le 5 octobre 2015 et continuera ses opérations jusqu'au 7 avril 2024.

BlackRock Europe Property Fund IV

Cette société en commandite investit dans des biens immobiliers en Europe et ce fonds a une valeur marchande de 3 517 \$ (3 711 \$ en 2021). Ce fonds de placement à capital fixe n'a pas de marché actif pour ses unités et aucune valeur liquidative publiée au 31 décembre 2022 et est donc classé comme un placement de niveau 3 dans la hiérarchie des justes valeurs. Ce fonds a amorcé ses activités le 15 octobre 2015 et continuera ses opérations jusqu'au 14 avril 2024.

Global Diversified Infrastructure Fund

Ce fonds investit dans un portefeuille diversifié composé des actifs d'infrastructures matures et non coté mondiales et ce fonds a une valeur marchande de 49 198 \$ (42 923 \$ en 2021). Il s'agit d'un fonds ouvert sans marché actif pour ses unités et aucune valeur liquidative publiée au 31 décembre 2022 et est donc classé comme un placement de niveau 3 dans la hiérarchie des justes valeurs.

Macquarie Infrastructure Partners III, L.P.

Cette société en commandite investit dans des actifs d'infrastructures mondiales et ce fonds a une valeur marchande de 207 337 \$ (153 126 \$ en 2021). Ce fonds de placement à capital fixe n'a pas de marché actif pour ses unités et aucune valeur liquidative publiée au 31 décembre 2022 et est donc classé comme un placement de niveau 3 dans la hiérarchie des justes valeurs. Ce fonds a amorcé ses activités le 30 août 2013 et continuera ses opérations jusqu'au 30 septembre 2024.

**RÉGIME À RISQUES PARTAGÉS DE CERTAINS EMPLOYÉS SYNDIQUÉS DES HÔPITAUX DU
NOUVEAU-BRUNSWICK****Notes afférentes aux états financiers***(en milliers de dollars canadiens)***AU 31 DÉCEMBRE 2022 ET POUR L'EXERCICE CLOS À CETTE DATE****4. Juste valeur des instruments financiers (suite)***Société en commandite de valeurs immobilières privées de Placements Vestcor*

Cette société en commandite investit dans des propriétés internationales, indirectement par le biais de sociétés de portefeuille entièrement détenues investissant dans des structures de sociétés en commandite et ce fonds a une valeur marchande de 25 145 \$ (13 547 \$ en 2021). Il n'existe aucun marché actif pour ses unités et aucune valeur liquidative publiée au 31 décembre 2022 et est donc classé comme un placement de niveau 3 dans la hiérarchie des justes valeurs.

Société en commandite de valeurs immobilières privées 2 de Placements Vestcor

Cette entité investit dans des placements immobiliers privés canadiens et internationaux par l'entremise de structures de co-investissement, de sociétés en commandite ou de véhicules de placement similaires et a une valeur marchande de 10 009 \$ (840 \$ en 2021). Il n'existe aucun marché actif pour ses unités et aucune valeur liquidative publiée au 31 décembre 2022 et est donc classé comme un placement de niveau 3 dans la hiérarchie des justes valeurs.

Vestcor Real Estate Fund Feeder Inc.

Cette entité est une société d'investissement en l'immobilier qui a investi dans la Société en commandite des fonds des valeurs immobilières de Placements Vestcor (« SCFVIPV »). La SCFVIPV investit directement dans des placements immobiliers privés canadiens et a une valeur marchande de 101 961 \$ (64 498 \$ en 2021). Il n'existe aucun marché actif pour ses unités et aucune valeur liquidative publiée au 31 décembre 2022 et est donc classé comme un placement de niveau 3 dans la hiérarchie des justes valeurs.

Société en commandite d'investissement en infrastructures de Placements Vestcor

Cette société en commandite offre une diversification supplémentaire des investissements grâce à des investissements directs par le biais de structures de co-investissements et a une valeur marchande de 73 645 \$ (48 962 \$ en 2021). Il n'existe aucun marché actif pour ses unités et aucune valeur liquidative publiée au 31 décembre 2022 et est donc classé comme un placement de niveau 3 dans la hiérarchie des justes valeurs.

Société en commandite de société d'actions fermées de Placements Vestcor

Cette société en commandite investit principalement dans des actions de sociétés américaines et européennes qui ne sont pas cotées en bourse par le biais de co-investissements, des sociétés en commandite ou des véhicules d'investissements similaires et a une valeur marchande de 118 866 \$ (73 018 \$ en 2021). Il n'existe aucun marché actif pour ses unités et aucune valeur liquidative publiée au 31 décembre 2022 et est donc classé comme un placement de niveau 3 dans la hiérarchie des justes valeurs.

**RÉGIME À RISQUES PARTAGÉS DE CERTAINS EMPLOYÉS SYNDIQUÉS DES HÔPITAUX DU
NOUVEAU-BRUNSWICK**

Notes afférentes aux états financiers

(en milliers de dollars canadiens)

AU 31 DÉCEMBRE 2022 ET POUR L'EXERCICE CLOS À CETTE DATE

4. Juste valeur des instruments financiers (suite)

Les niveaux d'intrants pour l'évaluation des instruments financiers des Entités à JVBRN au 31 décembre 2022 sont les suivantes :

	31 décembre 2022	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
	\$	\$	\$	\$
Titres à revenu fixe				
Fonds d'obligations nominales de la SGPNB	458 196	—	458 196	—
Fonds d'obligations de sociétés de la SGPNB	515 429	—	515 429	—
Fonds de valeurs internationales à revenu fixe à haut rendement de la SGPNB	96 111	—	96 111	—
Fonds de titres du marché monétaire de la SGPNB	17 113	—	17 113	—
Actions				
Fonds indiciel d'actions canadiennes de la SGPNB	81 213	—	81 213	—
Fonds d'actions canadiennes à faible capitalisation de la SGPNB	14 171	—	14 171	—
Fonds d'actions canadiennes à faible volatilité de la SGPNB	107 048	—	107 048	—
Fonds d'actions canadiennes externes de la SGPNB	15 219	—	15 219	—
Fonds d'actions internationales externes de la SGPNB	17 942	—	17 942	—
Fonds indiciel d'actions EAEO de la SGPNB	49 639	—	49 639	—
Fonds d'actions internationales à faible capitalisation de Vestcor	2 980	—	2 980	—
Fonds d'actions internationales à faible volatilité de Vestcor	201 974	—	201 974	—
Fonds d'actions de marchés émergents à faible volatilité de la SGPNB – classe N	103 279	—	103 279	—
Fonds indiciel d'actions américaines (2017) de la SGPNB	124 619	—	124 619	—
Fonds d'actions Gryphon Global	59	59	—	—
Immobilier et infrastructure				
Société en commandite de valeurs immobilières privées de Placements Vestcor	25 145	—	—	25 145
Société en commandite de valeurs immobilières privées 2 de Placements Vestcor	10 009	—	—	10 009
Vestcor Real Estate Fund Feeder Inc.	101 961	—	—	101 961
Fonds de valeurs immobilières internationales (2017) de la SGPNB	34 979	—	34 979	—
Fonds d'investissement en infrastructures publiques (2017) de la SGPNB	14 098	—	14 098	—
Société en commandite d'investissement en infrastructures de Placements Vestcor	73 645	—	—	73 645
Fiera Properties Core Pension Trust	159 900	—	—	159 900
BlackRock Granite Property Fund, Inc.	11 019	—	—	11 019
BlackRock Asia Property Fund IV	11 277	—	—	11 277
BlackRock Europe Property Fund IV	3 517	—	—	3 517
Global Diversified Infrastructure Fund	49 198	—	—	49 198
Macquarie Infrastructure Partners III, L.P.	207 337	—	—	207 337
Placements non traditionnels				
Fonds à gestion quantitative (2017) de la SGPNB	83 091	—	83 091	—
Fonds quantitatif d'actions au bêta stratégique (2017) de la SGPNB	70 376	—	70 376	—
Fonds de superposition à rendement absolu Vestcor	5 450	—	5 450	—
Société en commandite de société d'actions fermées de Placements Vestcor	118 866	—	—	118 866
	2 784 860	59	2 012 927	771 874

RÉGIME À RISQUES PARTAGÉS DE CERTAINS EMPLOYÉS SYNDIQUÉS DES HÔPITAUX DU NOUVEAU-BRUNSWICK

Notes afférentes aux états financiers

(en milliers de dollars canadiens)

AU 31 DÉCEMBRE 2022 ET POUR L'EXERCICE CLOS À CETTE DATE

4. Juste valeur des instruments financiers (suite)

Les niveaux d'intrants pour l'évaluation des instruments financiers des Entités à JVBRN au 31 décembre 2021 sont les suivantes :

	31 décembre 2021 \$	Niveau 1 \$	Niveau 2 \$	Niveau 3 \$
Titres à revenu fixe				
Fonds d'obligations nominales de la SGPNB	504 448	—	504 448	—
Fonds d'obligations de sociétés de la SGPNB	545 900	—	545 900	—
Fonds de valeurs internationales à revenu fixe à haut rendement de la SGPNB	108 115	—	108 115	—
Fonds de titres du marché monétaire de la SGPNB	14 098	—	14 098	—
Actions				
Fonds indiciel d'actions canadiennes de la SGPNB	96 538	—	96 538	—
Fonds d'actions canadiennes à faible volatilité de la SGPNB	112 786	—	112 786	—
Fonds d'actions canadiennes externes de la SGPNB	15 787	—	15 787	—
Fonds d'actions internationales externes de la SGPNB	23 662	—	23 662	—
Fonds indiciel d'actions EAEO de la SGPNB	59 346	—	59 346	—
Fonds d'actions internationales à faible volatilité de Vestcor	222 151	—	222 151	—
Fonds d'actions de marchés émergents à faible volatilité de la SGPNB – classe N	110 296	—	110 296	—
Fonds indiciel d'actions américaines (2017) de la SGPNB	68 891	—	68 891	—
Fonds d'actions Gryphon Global	57	57	—	—
Immobilier et infrastructure				
Société en commandite de valeurs immobilières privées de Placements Vestcor	13 547	—	—	13 547
Société en commandite de valeurs immobilières privées 2 de Placements Vestcor	840	—	—	840
Vestcor Real Estate Fund Feeder Inc.	64 498	—	—	64 498
Fonds de valeurs immobilières internationales (2017) de la SGPNB	42 492	—	42 492	—
Fonds d'investissement en infrastructures publiques (2017) de la SGPNB	57 754	—	57 754	—
Société en commandite d'investissement en infrastructures de Placements Vestcor	48 962	—	—	48 962
Fiera Properties Core Pension Trust	165 220	—	—	165 220
BlackRock Granite Property Fund, Inc.	9 573	—	—	9 573
BlackRock Asia Property Fund IV	12 500	—	—	12 500
BlackRock Europe Property Fund IV	3 711	—	—	3 711
Global Diversified Infrastructure Fund	42 923	—	—	42 923
Macquarie Infrastructure Partners III, L.P.	153 126	—	—	153 126
Placements non traditionnels				
Fonds à gestion quantitative (2017) de la SGPNB	113 398	—	113 398	—
Fonds quantitatif d'actions au bêta stratégique (2017) de la SGPNB	110 148	—	110 148	—
Société en commandite de société d'actions fermées de Placements Vestcor	73 018	—	—	73 018
	2 793 785	57	2 205 810	587 918

**RÉGIME À RISQUES PARTAGÉS DE CERTAINS EMPLOYÉS SYNDIQUÉS DES HÔPITAUX DU
NOUVEAU-BRUNSWICK**

Notes afférentes aux états financiers
(en milliers de dollars canadiens)

AU 31 DÉCEMBRE 2022 ET POUR L'EXERCICE CLOS À CETTE DATE

4. Juste valeur des instruments financiers (suite)

Un rapprochement des variations au cours de l'exercice pour les investissements évalués à la juste valeur en utilisant les données de niveau 3 est le suivant :

Exercice terminé le 31 décembre 2022	Juste valeur, début de l'exercice \$	Profits (pertes) en résultat \$	Achats \$	Ventes \$	Juste valeur, fin de l'exercice \$
Société en commandite de valeurs immobilières privées de Placements Vestcor	13 547	1 988	15 092	(5 482)	25 145
Société en commandite de valeurs immobilières privées 2 de Placements Vestcor	840	(148)	10 207	(890)	10 009
Vestcor Real Estate Fund Feeder Inc.	64 498	8 911	33 334	(4 782)	101 961
Société en commandite d'investissement en infrastructures de Placements Vestcor	48 962	9 608	17 899	(2 825)	73 645
Fiera Properties Core Pension Trust	165 220	18 627	965	(24 912)	159 900
BlackRock Granite Property Fund, Inc.	9 573	1 305	898	(757)	11 019
BlackRock Asia Property Fund IV	12 500	(1 862)	1 046	(407)	11 277
BlackRock Europe Property Fund IV	3 711	(125)	294	(363)	3 517
Global Diversified Infrastructure Fund	42 923	6 017	919	(661)	49 198
Macquarie Infrastructure Partners III, L.P.	153 126	72 446	13 340	(31 575)	207 337
Société en commandite de société d'actions fermées de Placements Vestcor	73 018	9 934	36 865	(951)	118 866
	587 918	126 701	130 859	(73 605)	771 874

Exercice terminé le 31 décembre 2021	Juste valeur, début de l'exercice \$	Profits (pertes) en résultat \$	Achats \$	Ventes \$	Juste valeur, fin de l'exercice \$
Société en commandite de valeurs immobilières privées de Placements Vestcor	7 965	1 155	5 096	(669)	13 547
Société en commandite de valeurs immobilières privées 2 de Placements Vestcor	164	141	535	—	840
Vestcor Real Estate Fund Feeder Inc.	27 164	3 814	34 749	(1 229)	64 498
Société en commandite d'investissement en infrastructures de Placements Vestcor	28 170	4 238	20 142	(3 588)	48 962
Fiera Properties Core Pension Trust	145 085	25 673	1 121	(6 659)	165 220
BlackRock Granite Property Fund, Inc.	11 327	1 105	449	(3 308)	9 573
BlackRock Asia Property Fund IV	13 962	1 112	631	(3 205)	12 500
BlackRock Europe Property Fund IV	6 214	102	367	(2 972)	3 711
Global Diversified Infrastructure Fund	40 724	2 661	632	(1 094)	42 923
Macquarie Infrastructure Partners III, L.P.	129 642	38 064	6 876	(21 456)	153 126
Société en commandite de société d'actions fermées de Placements Vestcor	16 057	12 820	44 424	(283)	73 018
	426 474	90 885	115 022	(44 463)	587 918

Au cours de l'exercice actuel et précédent, aucun transfert n'a été effectué entre le niveau 1, le niveau 2 et le niveau 3.

RÉGIME À RISQUES PARTAGÉS DE CERTAINS EMPLOYÉS SYNDIQUÉS DES HÔPITAUX DU NOUVEAU-BRUNSWICK

Notes afférentes aux états financiers
(en milliers de dollars canadiens)

AU 31 DÉCEMBRE 2022 ET POUR L'EXERCICE CLOS À CETTE DATE

5. Gestion des risques liés aux instruments financiers

Les instruments financiers sont exposés à des risques, notamment aux risques de marché, de taux d'intérêt, de crédit et de liquidité.

a) Risque de marché. Le risque de marché est le risque de variation de la valeur d'un placement en raison de changements dans les prix du marché, que ces changements soient provoqués par des facteurs inhérents à un placement donné ou par des facteurs touchant tous les titres négociés sur ce marché. Le risque de marché comprend notamment le risque de change, le risque de taux d'intérêt et le risque de prix. La principale façon de gérer le risque de marché consiste à investir dans des pays, des secteurs et des émetteurs largement diversifiés. Le Régime détient des placements dans des fonds communs mettant en œuvre des stratégies d'investissement actif ou passif et qui sont diversifiés sur le marché national et les marchés internationaux.

Les stratégies d'investissement des Entités de placement Vestcor peuvent comprendre le recours à des instruments dérivés tels que des contrats de change à terme ou des swaps sur le rendement total. Les stratégies d'investissement comportent également des stratégies neutres vis-à-vis du marché, où un placement qui se trouve dans une position longue sur un titre est jumelé à une position courte sur un autre titre, ces deux titres provenant généralement du même secteur. À l'exception limitée du financement prudent d'investissements dans des biens immobiliers, l'ÉPOP (*note 8*) interdit le recours à l'effet de levier dans le portefeuille de placements. Par conséquent, dans la mesure où il existe un risque lié au marché découlant des instruments dérivés et des positions courtes, chaque Entité de placement Vestcor maintiendra une réserve de trésorerie égale au montant du risque lié au marché. Les stratégies neutres vis-à-vis du marché aident à réduire le risque de marché parce qu'elles respectent des limites maximales en matière d'investissement de même que les contraintes en matière d'excédent de pertes, et qu'elles sont moins corrélées aux indices généraux du marché.

Vestcor mène certaines de ses activités d'investissement dans les Entités de placement Vestcor pour le compte du Régime en effectuant des opérations avec des courtiers sur des marchés boursiers réglementés et sur des marchés hors cote. En général, les courtiers exigent que des biens soient donnés en garantie contre les fluctuations éventuelles du marché lorsqu'ils effectuent des opérations sur des instruments financiers dérivés ou des ventes à découvert. Au 31 décembre 2022, la juste valeur des titres sous-jacents du Régime qui avaient été donnés en garantie ou comme dépôt auprès de diverses institutions financières s'élevait à 119 800 \$ (182 831 \$ en 2021) (*voir la note 5 c*)).

Le risque de change découle de la détention de placements en monnaies autres que le dollar canadien. L'ÉPOP permet de couvrir le risque de change des placements en devises, à la discrétion du gestionnaire du portefeuille. Environ 26,1 % (23,2 % en 2021) des placements sous-jacents du Régime sont libellés en devises autres que le dollar canadien, le risque de change étant surtout attribuable au dollar américain, à 17,7 % (15,0 % en 2021), au yen japonais, à 1,2 % (1,3 % en 2021) et à l'euro, à 2,2 % (1,6 % en 2021).

Une augmentation ou une diminution absolue de 1 % de la valeur du dollar canadien par rapport à celle de toutes les autres devises, en supposant que toutes les autres variables demeurent constantes, entraînerait, au 31 décembre 2022, une diminution ou une augmentation approximative de la valeur nette des placements de 7 277 \$ (6 493 \$ en 2021).

Le risque de taux d'intérêt correspond à l'incidence des fluctuations des taux d'intérêt sur la valeur marchande des placements. Le Régime investit dans des fonds communs qui investissent à leur tour dans des titres à revenu fixe dont la juste valeur est sensible aux taux d'intérêt. En vertu de l'ÉPOP, Vestcor doit respecter des lignes directrices relatives à la durée et à la courbe de rendement qui sont établies pour atténuer le risque lié à la volatilité des taux d'intérêt.

RÉGIME À RISQUES PARTAGÉS DE CERTAINS EMPLOYÉS SYNDIQUÉS DES HÔPITAUX DU NOUVEAU-BRUNSWICK

Notes afférentes aux états financiers

(en milliers de dollars canadiens)

AU 31 DÉCEMBRE 2022 ET POUR L'EXERCICE CLOS À CETTE DATE

5. Gestion des risques liés aux instruments financiers (suite)

Si les taux d'intérêt augmentaient de 1 % et si toutes les autres variables demeuraient constantes, la perte possible de juste valeur par rapport aux actifs nets de placement au 31 décembre 2022 s'élèverait à environ 67 424 \$ (83 597 \$ en 2021).

L'autre risque de prix est le risque que la valeur marchande ou le flux de trésorerie futur des instruments financiers fluctue en raison de l'évolution des prix du marché (autres que ceux découlant du risque de taux d'intérêt ou du risque de change). Tous les placements représentent un risque de perte de capital. Les gestionnaires de portefeuille atténuent ce risque grâce à une sélection et une diversification minutieuse des titres et autres instruments financiers dans les limites des objectifs et de la stratégie du Régime. Le risque maximal résultant des instruments financiers est déterminé par la valeur marchande des instruments financiers. Les positions globales du Régime sur le marché sont surveillées quotidiennement par les gestionnaires de portefeuille. Les instruments financiers détenus par le Régime sont sensibles au risque de prix du marché découlant des incertitudes concernant les prix futurs des instruments.

L'incidence sur l'actif net du Régime en raison d'une variation de 1 % de l'indice de référence en utilisant la corrélation historique entre le rendement du Régime par rapport au rendement de référence du Régime, avec toutes les autres variables maintenues constantes, au 31 décembre 2022 est estimée à 14 311 \$ (15 285 \$ en 2021).

La corrélation historique peut ne pas être représentative de la corrélation future et, par conséquent, l'impact sur l'actif net pourrait être sensiblement différent.

b) **Risque de crédit.** Le Régime est exposé au risque de crédit dans l'éventualité où la contrepartie à un placement de fonds communs dans un instrument dérivé ou un titre de créance se trouve en situation de défaut ou devient insolvable. Vestcor a établi des critères d'investissement conçus pour gérer le risque de crédit en imposant des limites par type d'émetteur et par cote de crédit pour le risque de crédit découlant des titres à revenu fixe et des instruments dérivés. Vestcor assure un suivi mensuel de ces expositions. Les instruments dérivés et les titres de créance à court et à long termes se limitent à ceux auxquels une agence de notation externe a attribué des cotes de crédit élevées. De plus, l'exposition à chaque contrepartie est limitée à 5 % du total des actifs. Les cotes de crédit élevées correspondent à BBB et plus pour les titres de créance à long terme, et à R-1 pour les titres de créance à court terme. Toute révision à la baisse d'une cote de crédit en deçà d'une cote de qualité supérieure est examinée par le conseil des fiduciaires.

Le tableau qui suit présente le risque de crédit des investissements du Régime dans les placements des fonds communs sous-jacents selon les cotes de crédit agrégés aux 31 décembre :

<i>(en milliers de dollars)</i>	2022	2021
AAA	226 287 \$	255 486 \$
AA	273 449	305 202
A	261 816	278 143
BBB	198 229	202 343
R-1	55 314	48 034
Autre	7 595	10 294
	1 022 690 \$	1 099 502 \$

La plus forte concentration de risque de crédit à chaque clôture d'exercice se rapportait aux obligations du gouvernement du Canada.

**RÉGIME À RISQUES PARTAGÉS DE CERTAINS EMPLOYÉS SYNDIQUÉS DES HÔPITAUX DU
NOUVEAU-BRUNSWICK**

Notes afférentes aux états financiers

(en milliers de dollars canadiens)

AU 31 DÉCEMBRE 2022 ET POUR L'EXERCICE CLOS À CETTE DATE

5. Gestion des risques liés aux instruments financiers (suite)

c) Risque de liquidité. Ce risque découle de la possibilité que les fonds disponibles soient insuffisants pour répondre aux besoins de trésorerie. Les sources de liquidités comprennent les cotisations de retraite versées par les employeurs et les employés ainsi que le rachat d'unités des fonds communs. Les besoins de liquidité incluent les versements aux bénéficiaires et aux fournisseurs de services ainsi que les achats d'unités des fonds communs.

La composition de l'actif du Régime est expressément conçue pour faire en sorte que des actifs liquides suffisants soient disponibles afin de verser les prestations de retraite au moment opportun. À l'exception de la trésorerie, des bons du Trésor et des acceptations bancaires, les obligations gouvernementales constituent la catégorie d'actifs la plus liquide, alors que les placements de sociétés fermées, tels les biens immobiliers et les placements en infrastructures, sont très peu liquides en raison d'un manque de disponibilité sur le marché et de l'échéance plus longue de ces placements.

L'actif liquide net inclut la juste valeur de l'ensemble des actifs, à l'exception des placements en biens immobiliers de sociétés fermées et en infrastructures de sociétés fermées, ainsi que de la quote-part du Régime de la juste valeur des garanties données aux courtiers et aux contreparties et des engagements d'investissement non provisionnés.

Le tableau suivant présente le calcul de l'actif liquide net au 31 décembre :

<i>(en milliers de dollars)</i>	2022	2021
Actif net disponible pour le service des prestations	2 807 453 \$	2 813 261 \$
Moins placement dans :		
Société en commandite de valeurs immobilières privées de Placements Vestcor	(25 145)	(13 547)
Société en commandite de valeurs immobilières privées 2 de Placements Vestcor	(10 009)	(840)
Vestcor Real Estate Fund Feeder Inc.	(101 961)	(64 498)
Société en commandite d'investissement en infrastructures de Placements Vestcor	(73 645)	(48 962)
Fiera Properties Core Pension Trust	(159 900)	(165 220)
BlackRock Granite Property Fund, Inc.	(11 019)	(9 573)
BlackRock Asia Property Fund IV	(11 277)	(12 500)
BlackRock Europe Property Fund IV	(3 517)	(3 711)
Global Diversified Infrastructure Fund	(49 198)	(42 923)
Macquarie Infrastructure Partners III, L.P.	(207 337)	(153 126)
Société en commandite de société d'actions fermées de Placements Vestcor	(118 866)	(73 018)
Garanties données (note 5 a))	(119 754)	(182 831)
Engagements d'investissement (note 13)	(239 453)	(138 843)
Actif liquide net	1 676 372 \$	1 903 669 \$

RÉGIME À RISQUES PARTAGÉS DE CERTAINS EMPLOYÉS SYNDIQUÉS DES HÔPITAUX DU NOUVEAU-BRUNSWICK

Notes afférentes aux états financiers

(en milliers de dollars canadiens)

AU 31 DÉCEMBRE 2022 ET POUR L'EXERCICE CLOS À CETTE DATE

5. Gestion des risques liés aux instruments financiers (suite)

d) Prêt de titres : L'ÉPOP du Régime permet à Vestcor de conclure un accord de prêt de titres, soit à l'externe, avec son dépositaire de titres, soit à l'interne, parmi les Entités de placement Vestcor dans le but d'accroître le rendement des portefeuilles.

Dans le cadre du programme à l'externe, le dépositaire de titres, qui est un tiers indépendant, peut prêter des titres appartenant aux Entités de placement Vestcor à des emprunteurs approuvés en échange d'une garantie, composée de titres facilement négociables et garantis par un gouvernement et s'élevant à au moins 105 % de la valeur des titres prêtés, de même que de frais d'emprunt. Vestcor limite les emprunteurs approuvés dans le cadre du programme de prêt de titres à l'externe pour gérer le risque de crédit de contrepartie. Au 31 décembre 2022, des titres sous-jacents d'une valeur de 396 549 \$ (418 001 \$ en 2021) étaient prêtés au nom du Régime.

6. Obligations au titre des prestations de retraite

Les passifs et les coûts d'exercice au titre de l'évaluation de la Politique de financement ont été calculés selon la méthode de coût actuariel des prestations constituées, conformément à l'alinéa 14(7)a) du *Règlement 2012-75*. La plus récente évaluation actuarielle a été effectuée en date du 31 décembre 2021 par TELUS Santé, un cabinet d'actuares-conseils.

Les passifs actuariels au titre de l'évaluation de la Politique de financement en date du 31 décembre 2022 reposent sur une extrapolation du passif au titre de la Politique de financement au 31 décembre 2021. Les obligations au titre des prestations de retraite ne tiennent pas compte de l'effet des augmentations de salaire futures ni de l'effet de tous rajustements au coût de la vie accordés par le conseil des fiduciaires en vertu des dispositions du Régime et de la Politique de financement.

Cette approche fournit une prestation à risques partagés avec un degré élevé de certitude aux participants, sans garantie absolue.

Les hypothèses importantes à long terme utilisées dans l'évaluation en date du 31 décembre 2021, ainsi que l'extrapolation au 31 décembre 2022, sont :

Taux d'intérêt	4,75 % (4,50 % en 2021)
Mortalité	Table de mortalité 2014 pour le secteur public (Table CPM 2014Publ), avec échelle d'amélioration générationnelle CPM-B et facteurs d'ajustement de 115 % pour les hommes et femmes (115 % pour les hommes et les femmes en 2021).

La prochaine évaluation actuarielle aux fins de capitalisation, qui n'était pas finalisée à la date de ce rapport, doit être effectuée en date du 31 décembre 2022.

RÉGIME À RISQUES PARTAGÉS DE CERTAINS EMPLOYÉS SYNDIQUÉS DES HÔPITAUX DU**NOUVEAU-BRUNSWICK****Notes afférentes aux états financiers***(en milliers de dollars canadiens)***AU 31 DÉCEMBRE 2022 ET POUR L'EXERCICE CLOS À CETTE DATE****7. Politique de financement**

La *Loi* exige que le conseil des fiduciaires utilise une politique de financement comme outil pour gérer les risques inhérents à un régime à risques partagés. Cette politique contient des orientations et des règles à propos des décisions que le conseil des fiduciaires doit ou peut prendre, selon le cas, concernant les niveaux de financement, les cotisations et les prestations.

Le Régime a pour but de verser aux participants et aux bénéficiaires du Régime des prestations de retraite qui ne sont pas absolument garanties, mais qui obéissent à une approche de gestion axée sur le risque qui offre une forte certitude que les prestations de base complètes seront versées dans la grande majorité des scénarios économiques futurs.

La politique de financement énonce un objectif principal et deux objectifs secondaires de gestion des risques, comme suit :

a) Le principal objectif est d'en arriver, selon une probabilité d'au moins 97,5 %, à ce que les prestations de base pour service passé à la fin de chaque année ne soient pas réduites sur une période de vingt ans.

b) Les objectifs secondaires sont les suivants :

i) accorder en moyenne une indexation conditionnelle des prestations de base à l'égard des services qui dépassent 75 % de l'indice des prix à la consommation (IPC) sur les vingt prochaines années;

ii) réaliser une probabilité d'au moins 75 % que les prestations accessoires, décrites dans le Texte du Régime, puissent être versées au cours des vingt prochaines années.

Les objectifs de gestion des risques énoncés ci-dessus ont été mesurés lors de la conversion et l'objectif principal de gestion des risques est testé annuellement à l'aide d'un modèle de gestion de l'actif et du passif prévoyant des scénarios économiques futurs élaborés à l'aide d'une méthode stochastique.

La Politique de financement énonce les décisions que doit prendre le conseil des fiduciaires. Ces décisions sont basées sur le coefficient de capitalisation du groupe avec entrants sur 15 ans, soit la somme de la valeur actualisée des cotisations excédentaires sur les coûts normaux de base et les coûts accessoires, autres que les ajustements potentiels au coût de la vie, et de la valeur marchande de l'actif, divisée par les passifs d'après la Politique de financement. Selon le résultat, ces décisions peuvent comprendre soit un plan de redressement du déficit de financement ou un plan d'utilisation de l'excédent de financement, de manière à permettre que les modifications futures des taux de cotisation et des prestations soient effectuées en fonction des contraintes découlant des objectifs de gestion des risques mentionnés précédemment.

RÉGIME À RISQUES PARTAGÉS DE CERTAINS EMPLOYÉS SYNDIQUÉS DES HÔPITAUX DU**NOUVEAU-BRUNSWICK****Notes afférentes aux états financiers***(en milliers de dollars canadiens)***AU 31 DÉCEMBRE 2022 ET POUR L'EXERCICE CLOS À CETTE DATE****7. Politique de financement (suite)**

Le plan de redressement du déficit de financement est enclenché si le coefficient de capitalisation du groupe avec entrants du Régime tombe à moins de 100 % à la clôture de deux exercices consécutifs. Les mesures qui doivent être prises sont résumées ci-dessous, par ordre de priorité :

1. augmenter les cotisations jusqu'à un maximum de 1,0 % pour les employés et l'employeur;
2. changer les règles de la retraite anticipée à l'égard des services rendus après la conversion pour les participants qui n'ont pas encore le droit de prendre leur retraite et de toucher une pension immédiate, conformément aux dispositions du Régime, pour en arriver à l'équivalent d'une pleine réduction actuarielle des retraites avant l'âge de 65 ans;
3. changer les règles de la retraite anticipée à l'égard des services rendus avant la conversion pour les participants qui n'ont pas encore le droit de prendre leur retraite et de toucher une pension immédiate, conformément aux dispositions du Régime, pour en arriver à l'équivalent d'une pleine réduction actuarielle des retraites avant l'âge de 60 ans;
4. réduire d'au plus 5 % les taux d'accumulation de la prestation de base à l'égard des services futurs pour les années de service après la date de mise en œuvre du plan de redressement du déficit de financement;
5. réduire proportionnellement les prestations de base de tous les participants, sans distinction selon le type de participation, en proportions égales pour les services passés et futurs.

Le plan d'utilisation de l'excédent de financement est déclenché si le coefficient de capitalisation du groupe avec entrants est supérieur à 105 %. Les mesures qui peuvent être prises varient selon que les prestations de base ou prestations accessoires ont déjà ou non été réduites, le fait que cette baisse n'a pas été annulée par la suite et l'ordre de priorité qui suivent :

1. inverser les réductions antérieures des prestations de base à l'égard des versements futurs après la date d'annulation, jusqu'à élimination de toutes les baisses antérieures des prestations de base;
2. inverser les réductions antérieures des prestations accessoires, autres que l'indexation conditionnelle, à l'égard des versements futurs jusqu'à ce que toutes les baisses antérieures soient annulées.

**RÉGIME À RISQUES PARTAGÉS DE CERTAINS EMPLOYÉS SYNDIQUÉS DES HÔPITAUX DU
NOUVEAU-BRUNSWICK****Notes afférentes aux états financiers***(en milliers de dollars canadiens)***AU 31 DÉCEMBRE 2022 ET POUR L'EXERCICE CLOS À CETTE DATE****7. Politique de financement (suite)**

Si les prestations de base et/ou les prestations accessoires n'ont jamais été réduites, ou lorsque toutes les baisses antérieures ont été annulées à l'égard des versements futurs, le conseil des fiduciaires peut prendre les mesures suivantes à l'égard de l'excédent disponible pouvant être utilisé, dans l'ordre de priorité suivant :

1. indexer les prestations de base à concurrence du plein indice des prix à la consommation (IPC) depuis la dernière date à laquelle l'IPC a été intégralement atteint;
2. prévoir d'autres augmentations des prestations de base des participants qui ne recevaient pas de pension à la date du rapport d'évaluation actuarielle ayant déclenché la mesure, de manière que les prestations de base soient remontées à une moyenne de salaire final sur cinq ans à partir d'une même date (ou sur la période moyenne plus courte applicable à ceux qui comptent moins de cinq années de service à cette date) ;
3. prévoir une augmentation supplémentaire pour les participants à la retraite, de manière qu'une formule moyenne finale puisse être raisonnablement reproduite pour chaque participant à sa date de départ à la retraite, puis indexée à hauteur de l'IPC complet par la suite, sous réserve de tout plafond imposé par la *Loi sur l'impôt sur le revenu*;
4. faire un versement global qui représente une estimation raisonnable des augmentations de versement non perçues par le passé, jusqu'au niveau de prestation découlant des étapes 2 et 3;
5. constituer une réserve qui couvre les dix prochaines années d'indexation conditionnelle potentielle; puis, si les objectifs de gestion des risques secondaires ont été atteints,
6. appliquer les rajustements des cotisations jusqu'à 2 %;
7. améliorer la pension normale de tous les participants qui ne reçoivent pas de pension;
8. améliorer la pension de raccordement de tous les participants admissibles à une telle pension de raccordement, qu'elle soit ou non en cours de versement;
9. Améliorer les règles de retraite anticipée pour le service après le 30 juin 2012, pourvu que le conseil des fiduciaires tienne compte de l'évolution de l'espérance de vie.

8. Capital

Le capital du Régime représente l'actif net disponible pour le service des prestations. Le Régime doit être géré de façon à prendre en compte l'interdépendance de l'ÉPOP, des objectifs de la gestion du risque établis dans la Politique de financement et des exigences réglementaires pertinentes.

Il incombe au conseil des fiduciaires d'établir un ÉPOP et d'approuver une composition de l'actif de placement ayant pour but de générer les rendements de placement à long terme nécessaires à la viabilité du Régime. La détermination de la composition de l'actif doit reposer sur des renseignements tirés d'évaluations actuarielles indépendantes et sur les attentes concernant les marchés financiers, et cela fait intervenir un processus d'optimisation de portefeuille. Ce processus vise à tirer le meilleur rendement possible des placements tout en respectant les tests de gestion des risques énoncés dans la Politique de financement. La répartition stratégique recommandée de l'actif est examinée au moins une fois par année afin de s'assurer qu'elle demeure appropriée. Le plus récent examen de l'ÉPOP a eu lieu le 11 février 2022, date à laquelle il a été approuvé par le conseil des fiduciaires.

**RÉGIME À RISQUES PARTAGÉS DE CERTAINS EMPLOYÉS SYNDIQUÉS DES HÔPITAUX DU
NOUVEAU-BRUNSWICK**

Notes afférentes aux états financiers

(en milliers de dollars canadiens)

AU 31 DÉCEMBRE 2022 ET POUR L'EXERCICE CLOS À CETTE DATE

8. Capital (suite)

Une fois que la composition de l'actif est approuvée, Vestcor est chargée de la mettre en œuvre, ce qui comprend la gestion quotidienne des placements et la surveillance des contrôles des risques liés aux placements. Vestcor prépare des rapports trimestriels à l'intention du conseil des fiduciaires sur le rendement des placements, sur la conformité aux politiques, de même que sur les tendances et les variations des risques d'investissement.

L'ÉPOP approuvé par le conseil des fiduciaires établit les objectifs d'investissement suivants :

- i. À long terme, préserver la valeur en capital de la Caisse de retraite et obtenir le meilleur rendement réel possible pour les placements sans cesser de chercher à atteindre les objectifs de gestion des risques énoncés dans la Politique de financement et les règlements de la *Loi sur les prestations de pension*. Il est entendu que les taux de rendement du portefeuille de référence pourraient fluctuer d'une année à l'autre, au gré des grands cycles de l'économie et de l'investissement, mais ces fluctuations seront en partie atténuées par la diversification du portefeuille d'actifs à long terme;
- ii. À plus court terme, obtenir des taux de rendement concurrentiels pour la Caisse de retraite totale ainsi que pour chaque grande catégorie d'actif, tout en évitant les risques de placement injustifiés et la volatilité excessive des marchés.

RÉGIME À RISQUES PARTAGÉS DE CERTAINS EMPLOYÉS SYNDIQUÉS DES HÔPITAUX DU**NOUVEAU-BRUNSWICK****Notes afférentes aux états financiers***(en milliers de dollars canadiens)***AU 31 DÉCEMBRE 2022 ET POUR L'EXERCICE CLOS À CETTE DATE****9. Revenu net de placement**

Le tableau qui suit présente le revenu net (la perte nette) de placement pour l'exercice clos le 31 décembre :

<i>(en milliers de dollars)</i>	2022		
	Profit (perte) réalisé(e)	Profit (perte) non réalisé(e)	Revenu net de placement
Titres à revenu fixe			
Fonds d'obligations nominales de la SGPNB	918	\$ (61 188)	\$ (60 270)
Fonds d'obligations de sociétés de la SGPNB	—	(52 566)	(52 566)
Fonds de valeurs internationales à revenu fixe à haut rendement de la SGPNB	—	(12 988)	(12 988)
Fonds de titres du marché monétaire de la SGPNB	170	50	220
	1 088	(126 692)	(125 604)
Actions			
Fonds indiciel d'actions canadiennes de la SGPNB	3 793	(8 726)	(4 933)
Fonds d'actions canadiennes à faible capitalisation de la SGPNB	—	(1 026)	(1 026)
Fonds d'actions canadiennes à faible volatilité de la SGPNB	1 571	(2 597)	(1 026)
Fonds d'actions canadiennes externes de la SGPNB	—	(568)	(568)
Fonds d'actions internationales externes de la SGPNB	892	(2 758)	(1 866)
Fonds indiciel d'actions EAEO de la SGPNB	1 108	(5 946)	(4 838)
Fonds d'actions internationales à faible capitalisation de Vestcor	(20)	—	(20)
Fonds d'actions internationales à faible volatilité de Vestcor	1 797	(4 382)	(2 585)
Fonds d'actions de marchés émergents à faible volatilité de la SGPNB – classe N	—	(7 428)	(7 428)
Fonds indiciel d'actions américaines (2017) de la SGPNB	857	(11 796)	(10 939)
Gryphon Global Equity Fund	3	4	7
	10 001	(45 223)	(35 222)
Actifs liés à l'inflation			
Société en commandite de valeurs immobilières privées de Placements Vestcor	633	1 355	1,988
Société en commandite de valeurs immobilières privées 2 de Placements Vestcor	46	(193)	(147)
Vestcor Real Estate Fund Feeder Inc.	530	8 381	8 911
Fonds de valeurs immobilières internationales (2017) de la SGPNB	1 526	(10 190)	(8 664)
Fonds d'investissement en infrastructures publiques (2017) de la SGPNB	3 233	(4 126)	(893)
Société en commandite d'investissement en infrastructures de Placements Vestcor	323	9 284	9 608
Fiera Properties Core Pension Trust	11 131	7 496	18 627
BlackRock Granite Property Fund, Inc.	296	1 009	1 305
BlackRock Asia Property Fund IV	116	(1 978)	(1 862)
BlackRock Europe Property Fund IV	221	(346)	(125)
Global Diversified Infrastructure Fund	99	5 918	6 017
Macquarie Infrastructure Partners III, L.P.	18 188	54 258	72 446
	36 342	70 868	107 210
Placements non traditionnels			
Fonds à gestion quantitative (2017) de la SGPNB	11 069	1 333	12 402
Fonds quantitatif d'actions au bêta stratégique (2017) de la SGPNB	5 486	(2 549)	2 937
Fonds de superposition à rendement absolu Vestcor	—	3 260	3 260
Société en commandite de société d'actions fermées de Placements Vestcor	59	9 875	9 934
	16 614	11 919	28 533
Autre revenu	9	—	9
	64 054	\$ (89 128)	\$ (25 074)

RÉGIME À RISQUES PARTAGÉS DE CERTAINS EMPLOYÉS SYNDIQUÉS DES HÔPITAUX DU

NOUVEAU-BRUNSWICK

Notes afférentes aux états financiers

(en milliers de dollars canadiens)

AU 31 DÉCEMBRE 2022 ET POUR L'EXERCICE CLOS À CETTE DATE

9. Revenu net de placement (suite)

	2021		
	Profit (perte) réalisé(e)	Profit (perte) non réalisé(e)	Revenu net de placement
Titres à revenu fixe			
Fonds d'obligations nominales de la SGPNB	3 127	\$ (13 453)	\$ (10 326)
Fonds d'obligations de sociétés de la SGPNB	—	(7 275)	(7 275)
Fonds de valeurs internationales à revenu fixe à haut rendement de la SGPNB	2 847	1 980	4 827
Fonds de titres du marché monétaire de la SGPNB	26	1	27
	6 000	(18 747)	(12 747)
Actions			
Fonds indiciel d'actions canadiennes de la SGPNB	4 872	15 922	20 794
Fonds d'actions canadiennes à faible volatilité de la SGPNB	2 776	20 142	22 918
Fonds d'actions canadiennes externes de la SGPNB	883	2 405	3 288
Fonds d'actions internationales externes de la SGPNB	1 487	1 213	2 700
Fonds indiciel d'actions EAEO de la SGPNB	551	5 121	5 672
Fonds d'actions internationales à faible volatilité de la SGPNB	10 654	(10 979)	(325)
Fonds d'actions internationales à faible volatilité de Vestcor	1 595	25 017	26 612
Fonds d'actions de marchés émergents à faible volatilité de la SGPNB – classe N	900	5 334	6 234
Fonds indiciel d'actions américaines (2017) de la SGPNB	24 453	(587)	23 866
Fonds d'actions américaines à faible volatilité (2017) de la SGPNB	36 233	(32 431)	3 802
Gryphon Global Equity Fund	—	(4)	(4)
	84 404	31 153	115 557
Actifs liés à l'inflation			
Société en commandite de valeurs immobilières privées de Placements Vestcor	58	1 097	1 155
Société en commandite de valeurs immobilières privées 2 de Placements Vestcor	—	141	141
Vestcor Real Estate Fund Feeder Inc.	63	3 751	3 814
Fonds de valeurs immobilières internationales (2017) de la SGPNB	15 802	9 781	25 583
Fonds d'investissement en infrastructures publiques (2017) de la SGPNB	1 935	3 602	5 537
Société en commandite d'investissement en infrastructures de Placements Vestcor	98	4 140	4 238
Fiera Properties Core Pension Trust	2 078	23 595	25 673
BlackRock Granite Property Fund, Inc.	867	238	1 105
BlackRock Asia Property Fund IV	889	223	1 112
BlackRock Europe Property Fund IV	1 823	(1 721)	102
Global Diversified Infrastructure Fund	124	2 537	2 661
Macquarie Infrastructure Partners III, L.P.	11 031	27 033	38 064
	34 768	74 417	109 185
Placements non traditionnels			
Fonds à gestion quantitative (2017) de la SGPNB	2 004	6 720	8 724
Fonds quantitatif d'actions au bêta stratégique (2017) de la SGPNB	370	4 413	4 783
Société en commandite de société d'actions fermées de Placements Vestcor	22	12 798	12 820
	2 396	23 931	26 327
Autre revenu	6	—	6
	127 574	\$ 110 754	\$ 238 328

**RÉGIME À RISQUES PARTAGÉS DE CERTAINS EMPLOYÉS SYNDIQUÉS DES HÔPITAUX DU
NOUVEAU-BRUNSWICK**

Notes afférentes aux états financiers

(en milliers de dollars canadiens)

AU 31 DÉCEMBRE 2022 ET POUR L'EXERCICE CLOS À CETTE DATE

10. Prestations de retraite

Le tableau suivant présente une ventilation des types de prestations de retraite :

<i>(en milliers de dollars)</i>	2022	2021
Retraites	95 221 \$	87 429 \$
Cessations d'emploi	8 150	5 441
Survivant	2 618	2 932
Rupture de mariage	182	105
Retraite progressive	1 659	1 422
	107 830 \$	97 329 \$

11. Frais d'administration

Le Régime se voit imputer des frais pour les services professionnels et d'administration fournis par ses fournisseurs de services. Le tableau ci-dessous résume ces charges :

<i>(en milliers de dollars)</i>	2022	2021
Administration du Régime :		
Services d'administration	1 623 \$	1 418 \$
Services actuariels	196	212
Frais de vérification	40	32
Frais juridiques	45	55
Surveillance du rendement des placements	9	—
Conseil des fiduciaires	75	34
	1 988	1 751
Coûts de gestion des placements :		
Frais de gestion des placements	3 598	3 413
Garde de titres	149	140
	3 747	3 553
TVH	615	559
	6 350 \$	5 863 \$

12. Opérations entre parties liées

Le Régime est lié à la province du Nouveau-Brunswick, y compris ses ministères, agences, districts scolaires, régies régionales de santé, sociétés d'État et autres entités d'État. Le conseil des fiduciaires détermine le montant des cotisations au Régime et des paiements versés sur ce dernier.

Les placements du Régime comprennent des obligations provinciales et municipales du Nouveau-Brunswick de 6 427 \$ (6 926 \$ en 2021).

13. Engagements

Le Régime a pris des engagements de capitaux à 237 433 \$ (138 843 \$ en 2021).

**RÉGIME À RISQUES PARTAGÉS DE CERTAINS EMPLOYÉS SYNDIQUÉS DES HÔPITAUX DU
NOUVEAU-BRUNSWICK**

Notes afférentes aux états financiers

(en milliers de dollars canadiens)

AU 31 DÉCEMBRE 2022 ET POUR L'EXERCICE CLOS À CETTE DATE

14. Indemnisation

Conformément à la Convention et à la déclaration de fiducie, un privilège de premier rang et une charge à imputer aux actifs du Régime sont fournis à titre de garantie et d'indemnisation au conseil des fiduciaires à l'égard de toutes obligations contractées, y compris les coûts associés à la défense. Il se peut que le Régime doive dédommager ces personnes si elles devaient faire l'objet d'une réclamation. La nature contingente de ces obligations d'indemnisation empêche le Régime de faire une estimation raisonnable des paiements potentiels maximums qui pourraient être exigés. Le Régime n'a reçu aucune demande d'indemnisation ni effectué aucun paiement de cette nature.

ANNEXE A

Résumé des décisions et des réalisations du Conseil en 2022

On trouvera ci-dessous un résumé des activités du conseil des fiduciaires (autres que les affaires courantes et les points permanents) de janvier à décembre 2022.

Documents et surveillance du Régime

Le Conseil a examiné et approuvé les documents constitutifs et d'autres éléments à l'appui du Régime :

- Modifications au Texte du Régime :
 - Modification pour tenir compte des changements apportés à la *Loi sur les prestations de pension* relativement à l'exemption de participer au Régime pour des motifs religieux;
 - Modification pour tenir compte de l'ajout de tout le personnel du Syndicat du Nouveau-Brunswick aux groupes participant au programme de retraite progressive;
 - Modification pour rendre compte de l'augmentation des prestations associée aux augmentations 2 à 4 de la politique de financement; et
 - Modification pour rendre compte de l'indexation accordée (RCV) de 5,56 % au 1^{er} janvier 2023.
- Examen annuel de l'Énoncé des politiques de placement et d'approbation des modifications visant à tenir compte des changements apportés à la stratégie de gestion des placements à la suite de l'étude de la gestion actif-passif réalisée en 2021.
- Examen annuel de la Politique de financement et approbation des modifications pour tenir compte d'un taux d'actualisation révisé de 4,75 % par année.
- Approbation des états financiers vérifiés du Régime pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021.
- Approbation du rapport d'évaluation actuarielle du Régime au 31 décembre 2021.

Le Conseil a satisfait à toutes les exigences réglementaires en matière de dépôt et de divulgation énoncées par la *Loi sur les prestations de pension* du Nouveau-Brunswick et par la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

Gouvernance du Conseil

Le Conseil a examiné et approuvé les modifications aux politiques et aux pratiques suivantes au cours de l'examen annuel de son cadre de gouvernance :

- Le mandat du Conseil, du comité de vérification, du comité de gouvernance et du comité des placements;
- La politique sur la rotation des associés de vérification;
- Le code d'éthique et de conduite;
- La politique sur les communications;
- La politique de divulgation;
- La politique de sélection des taux d'actualisation;
- La politique de conservation de documents;
- La politique sur l'orientation et la formation;
- La politique sur les indemnités quotidiennes et les frais de déplacement;
- Les lignes directrices sur la nomination des fiduciaires.

Le Conseil a reçu les exposés suivants dans le cadre de son programme de formation continue :

- Le rapport d'examen de la rémunération pour les conseils des fiduciaires ou les conseils d'administration réalisé en interne;
- Les actifs immobiliers;
- Les actions privées.

Le Conseil a nommé la société John T. Dinner Board Governance Services pour faciliter l'élaboration d'un plan stratégique pour le Conseil (plan stratégique du Régime de retraite de CES 2023-2024).

Le Conseil des fiduciaires, assisté par l'équipe de gestion des risques de Vestcor Inc., a commencé à élaborer et à surveiller un cadre de gestion des risques comprenant un registre des risques et la mise en place d'indicateurs clés de risque.

Services et communications aux participants

Le Conseil a examiné et approuvé les points suivants à l'appui des services administratifs liés aux prestations de pension pour les participants du Régime :

- Les bulletins du printemps et de l'automne 2022;
- La publication de la ressource Questions d'argent sur le site Web du Régime.

Recours à des fournisseurs de services

Le Conseil a fait appel aux fournisseurs de services suivants :

- Vestcor Inc. pour les services d'administration des pensions et de gestion des placements;
- TELUS Santé (auparavant Solutions mieux-être LifeWorks) pour les services actuariels de l'année du régime 2022;
- Grant Thornton comme vérificateur externe en 2022 des états financiers;
- Ellement Consulting Group à titre de conseiller en placement / mesure du rendement des placements;
- Osler, Hoskin & Harcourt LLP pour les services juridiques;
- John T. Dinner Board Governance Services pour faciliter l'élaboration d'un plan stratégique pour le Conseil du Régime.

ANNEXE B



Composite du Régime de retraite de CES

Période de six ans et quatre mois terminée au 31 décembre 2022

Exercice terminé le 31 décembre	Rendement brut complet ² %	Rendement net %	Rendement total de l'indice de référence du fonds %	Rendement brut total ² annualisé sur 3 ans %	Rendement de l'indice de référence du fonds total Annualisé sur 3 ans %	ET ³ Total Fonds 3 ans %	ET ³ Total Fonds Indice de référence 3 ans %	AG du fonds total ⁴ (en millions de \$ CA)	AG total du Vestcor ⁴ (en millions de \$ CA)
2022	-2,12	-2,27	-4,96	4,54	2,31	6,86	6,29	2 751,3	19 883,1
2021	9,31	9,17	6,07	9,13	7,45	5,95	5,02	2 793,7	21 018,0
2020	6,78	6,65	6,21	7,09	5,89	5,88	4,97	2 561,4	19 442,0
2019	11,36	11,21	10,11	7,76	6,39	3,77	3,08	2 395,0	18 536,7
2018	3,29	3,15	1,52	s/o	s/o	s/o	s/o	2 144,2	16 901,6
2017	8,80	8,68	7,73	s/o	s/o	s/o	s/o	1 764,5	16 645,4
2016 ¹	3,80	3,73	2,26	s/o	s/o	s/o	s/o	908,1	15 706,5

¹ Quatre mois terminé au 31 décembre 2016² Renseignements supplémentaires³ ET désigne l'écart-type⁴ AG désigne les actifs gérés

Description du composite

Le Régime de retraite de CES regroupe tous les portefeuilles gérés par Vestcor Inc. (Vestcor) en son nom conformément aux buts et aux objectifs de gestion des risques de ce régime de retraite. Le composite de CES inclut des catégories d'actifs d'actions publiques, à revenu fixe, indexés sur l'inflation, de rendement absolu, immobiliers, en infrastructures, et d'actions des sociétés privées.

Date de création du composite

La date de création de ce Fonds total est le 1^{er} septembre 2016 et les résultats historiques sont présentés sur une base calendaire



Composite du Régime de retraite de CES

Période de six ans et quatre mois terminée au 31 décembre 2022

Description de la Société

Vestcor a été constituée en vertu de la *Loi sur la Société de gestion des placements* du Nouveau-Brunswick, promulguée le 11 mars 1996, et a été prorogée le 1^{er} octobre 2016 et fusionnée le 1^{er} janvier 2018 en vertu de la *Loi sur Vestcor*. Vestcor fournit des services de gestion des placements et de conseils sur les pensions, fonds en fiducie, et entités et fonds de dotation.

Les fonds de composite sont investis dans des fonds de fiducie à participation unitaire, des comptes séparés et des sociétés en commandite créés par Vestcor pour faciliter la gestion des placements et l'administration des actifs collectifs. Les fonds gérés par Vestcor sont investis conformément à la politique de placement de chaque composite.

Une liste descriptive complète des composites de la Société sera fournie sur demande.

Déclaration de conformité

Vestcor déclare qu'elle se conforme aux normes Global Investment Performance Standards (GIPS®) selon lesquelles ce rapport a justement été préparé. Vestcor a fait l'objet d'une vérification indépendante pour les périodes allant du 1^{er} décembre 1996 au 31 décembre 2022. Les rapports de vérification sont accessibles sur demande.

La vérification a pour objet de déterminer si la Société respecte toutes les exigences des normes GIPS® pour la construction des composites et si ses politiques et procédures sont conçues de manière à calculer et à présenter les rendements conformément à ces normes. Elle ne garantit pas l'exactitude de la présentation de composites donnés.

Méthode de calcul

Les rendements des composites ont été calculés en dollars canadiens selon la méthode du rendement global sur une base quotidienne. Les rendements quotidiens sont liés de manière géométrique afin de calculer les rendements périodiques. Les rendements incluent les dividendes, déduction faite des retenues d'impôt, des intérêts, ainsi que des profits et pertes réalisés et non réalisés au dernier jour ouvrable de la période sujette à la déclaration. Les rendements sur une base brute complète sont présentés après déduction de tous les coûts de transaction, mais avant déduction des frais de gestion des placements et des droits de garde.

En vertu des dispositions de ses accords de gestion des placements, Vestcor facture ses services de gestion des placements selon le principe du recouvrement des coûts, au prorata de ses clients par rapport à leur part des actifs gérés totaux de Vestcor. Les rendements présentés sur une base nette sont présentés après déduction de toutes les dépenses facturées pour la gestion des composites, y compris les coûts de transaction, les droits de garde et les frais de gestion des placements.

Composite du Régime de retraite de CES

Période de six ans et quatre mois terminée au 31 décembre 2022

Le rendement du composite présenté dans ce tableau n'est pas nécessairement représentatif du rendement futur. Les lecteurs doivent également prendre note que des résultats différents peuvent être obtenus avec d'autres méthodes de calcul du rendement et que ces résultats, pour des comptes particuliers et des périodes différentes, peuvent différer des rendements présentés pour le composite. Lorsqu'on compare les résultats de placement, il convient de tenir compte des circonstances qualitatives et de ne faire intervenir que des portefeuilles dont les objectifs sont généralement similaires.

En ce qui concerne le calcul et la présentation des rendements, Vestcor ne connaît aucun cas de non-conformité aux lois et aux règlements de provinces ou de territoires du Canada dans lesquels elle mène des activités.

Des renseignements supplémentaires concernant les politiques et procédures de Vestcor en matière d'évaluation des portefeuilles, de calcul et de présentation des résultats du composite et de préparation des présentations sur la conformité peuvent être obtenus sur demande.

Nombre de portefeuilles et dispersion interne

La mesure de la dispersion interne et le nombre de portefeuilles ne sont pas présentés étant donné que la caisse de CES constitue le seul portefeuille du composite.

Écart-type ex post annualisé sur trois ans

L'écart-type ex post annualisé sur trois ans mesure la variabilité des rendements quotidiens du composite et de l'indice de référence, agrégés sur une base mensuelle, sur les 36 mois précédents.

Sous-conseillers

Vestcor a conclu des ententes permettant à des sous-conseillers de gérer certains actifs. Les taux de rendement des actifs gérés par les sous-conseillers sont inclus dans la présentation du composite de Vestcor, cette dernière ayant tout pouvoir pour choisir les sous-conseillers et y recourir.

Instruments dérivés et positions vendeur

Les contrats à terme standardisés, les contrats de change à terme, les options standardisées et hors cote, des swaps ainsi que les positions vendeur sont utilisés dans le cadre des activités de gestion de placements de Vestcor.

Ces instruments dérivés sont utilisés à diverses fins, notamment pour :

- simuler l'exposition à un indice du marché donné, mais avec des coûts de transaction plus bas;
- améliorer les rendements;
- modifier les caractéristiques des flux de trésorerie d'un placement;
- assurer une couverture contre les pertes éventuelles découlant des variations des taux de change ou des cours des actions.

VESTCOR

Composite du Régime de retraite de CES

Période de six ans et quatre mois terminée au 31 décembre 2022

En utilisant des instruments dérivés comme ceux décrits à la page précédente, Vestcor a fixé des critères, des politiques et des procédures d'investissement concernant leur portée et leur utilisation pour gérer les rendements de manière à atténuer les risques de marché tels que le risque de change, le risque de taux d'intérêt et le risque lié au prix.

Description de l'indice de référence

L'indice de référence mixte de CES est calculé quotidiennement à l'aide d'un ensemble d'indices de référence des catégories d'actifs, selon les premières pondérations quotidiennes pour les catégories d'actifs respectives. Les rendements de l'indice de référence ont été calculés au 31 décembre 2022 selon les indices et pondérations suivants :

Indices	Pondération (%)
Indice composé rendement global S&P/TSX	3,53
Indice de rendement global des titres à faible capitalisation S&P/TSX	0,51
Indice de rendement global MSCI Canada faible volatilité brut	3,92
Indice de rendement global MSCI World (ex. Canada) en \$ CA net	7,04
Indice de rendement global MSCI World (ex. Canada) faible volatilité en \$ CA net	7,39
Indice de rendement global MSCI World (ex. Canada) petite capitalisation en \$ CA net	0,11
Indice de rendement global MSCI marchés émergents faible volatilité (en dollars américains) en \$ CA, net	3,75
Indice de rendement global couvert Barclays à haut rendement mondial en \$ CA	3,50
Indice MSCI USA IMI REIT en \$ CA brut	1,29
Indice immobilier trimestriel MSCI/REALPAC, Canada (à effet de levier) rendement global net	11,99
Indice de rendement global MSCI World en \$ CA net	4,25
Indice obligataire tous les gouvernements FTSE Canada	16,75
Indice obligataire toutes les sociétés FTSE Canada	18,81
Indice des bons du Trésor à 91 jours FTSE Canada	5,94
Taux des prêts à vue canadien à un jour	0,45
Rendement réel à 4 %*	10,77

* Le taux d'inflation est défini comme étant le pourcentage de variation de la moyenne sur 12 mois de l'indice d'ensemble des prix à la consommation (IPC) du Canada.

À partir du 30 mars 2017, l'indice de référence pour les stratégies de rendement absolu a été modifié du rendement réel à 4 % à un mélange de l'indice des bons du Trésor à 91 jours FTSE TMX Canada et le taux des prêts à vue canadien à un jour.

À partir du 1^{er} octobre 2017, l'indice de référence pour les actions mondiales à capitalisation boursière a été modifié de l'indice de rendement global MSCI Monde (moins Canada) en \$ CA, net à un mélange de l'indice de rendement global S&P 500 en \$ CA et l'indice de rendement global MSCI EAEO en \$ CA, net. L'indice de référence pour les obligations canadiennes a été modifié d'un mélange de l'indice obligataire universel FTSE TMX Canada et de l'indice obligataire global à long terme FTSE TMX Canada, à un mélange de l'indice obligataire tous les gouvernements FTSE TMX Canada pour les obligations gouvernementales et l'indice obligataire toutes les sociétés FTSE TMX Canada pour les obligations de sociétés canadiennes.

Composite du Régime de retraite de CES

Période de six ans et quatre mois terminée au 31 décembre 2022

À partir du 1^{er} juillet 2018, l'indice de référence de l'indice FTSE-NAREIT universel actions FPI rendement global en \$ CA a remplacé l'IPC + 4% pour le fonds immobilier public.

À partir du 1^{er} juillet 2018, un mélange de l'indice des bons du Trésor à 91 jours FTSE Canada et de l'indice du taux des prêts à vue canadien à un jour a remplacé l'indice obligataire tous les gouvernements FTSE pour le fonds de titres du marché monétaire.

En Juillet 2018, le FTSE Russell a annoncé le changement d'image de l'indice FTSE TMX Canada à l'indice FTSE Canada.

Le 1^{er} octobre 2020, l'Indice MSCI États-Unis IMI FPI en \$C, Net a remplacé l'indice de rendement global FTSE-NAREIT global des action FPI en \$C pour les fonds d'immobilier public des États-Unis.

Le 1^{er} janvier 2021, l'Indice MSCI États-Unis IMI FPI en \$C, brut a remplacé l'Indice MSCI États-Unis IMI FPI en \$C, net pour les fonds d'immobilier public des États-Unis.

Le 1^{er} avril 2021, l'Indice de rendement global MSCI Monde (ex. Canada) faible volatilité en \$ CA, net a remplacé l'Indice de rendement global MSCI États-Unis faible volatilité (en dollars américains) en \$ CA, net et l'Indice de rendement global MSCI EAEO faible volatilité (en dollars américains) en \$ CA, net pour les fonds d'actions publiques à faible volatilité des États-Unis et EAEO.

Le 1^{er} janvier 2022, l'Indice immobilier trimestriel MSCI/REALPAC, Canada (à effet de levier) rendement global net a remplacé le rendement réel a 4 % pour les fonds d'immobilier privé.

Le 1^{er} avril 2022, l'Indice de rendement global MSCI Monde (ex. Canada) en \$ CA, net a remplacé l'indice de rendement global S&P 500 en \$ CA et l'indice de rendement global MSCI EAEO en \$ CA, net pour les fonds d'actions publiques des États-Unis et EAEO.

Le 1^{er} avril 2022, l'Indice de rendement global MSCI Monde en \$ CA, net a remplacé l'indice composé rendement global S&P/TSX, l'indice de rendement global S&P 500 en \$ CA et l'indice de rendement global MSCI EAEO en \$ CA, net pour les fonds d'actions privé.

ANNEXE C

Résumé de l'évaluation du Régime

L'évaluation de la politique de financement compare la juste valeur marchande de l'actif du Régime au passif du Régime. Le passif du Régime est basé sur les prestations acquises à la date d'évaluation, en supposant que le Régime continue indéfiniment.

Évaluation de la politique de financement	31 décembre 2022 en millions de dollars	31 décembre 2021 en millions de dollars
Valeur marchande de l'actif net	2 807,5	2 813,3
Passif actuariel de la politique de financement		
Participants actifs	1 105,2	1 085,8
Retraités et survivants	1 234,6	1 124,6
Participants avec prestations de pension acquises différées	195,6	184,2
Remboursements en suspens	0,3	1,2
Passif actuariel total de la politique de financement	2 535,7	2 395,8
Excédent de l'évaluation de la politique de financement	271,8	417,5
Coefficient de capitalisation de la valeur de terminaison	110,7 %	117,4 %

Le 31 décembre 2022, l'excédent de l'évaluation de la politique de financement a diminué à 271,8 millions de dollars, soit une diminution par rapport à 417,5 millions de dollars le 31 décembre 2021, en raison des éléments suivants :

Changements dans l'excédent de l'évaluation de la politique de financement	\$ en millions de dollars
Rendement sur la valeur actuarielle des actifs a été inférieur aux prévisions	(165,7)
Cotisations totales supérieures au coût des prestations pour services courants	48,6
Impact des changements d'hypothèses (taux d'actualisation et taux d'intérêt sur les contributions requises des participants)	84,7
Coût de l'indexation et des autres étapes de la politique de financement accordé le 1 ^{er} janvier 2023	(137,9)
Diverses autres augmentations et diminutions	24,6
Changement dans l'excédent de l'évaluation de la politique de financement du 31 décembre 2021 au 31 décembre 2022	(145,7)

Résumé de l'évaluation du Régime

Coefficient de capitalisation du groupe avec entrants

Ce coefficient compare la juste valeur marchande des actifs du Régime, plus la valeur actualisée des cotisations excédentaires au cours des 15 prochaines années, au passif du Régime. Il s'agit d'un coefficient important, car il sert à déterminer les mesures, telles que l'indexation des cotisations, que le Conseil doit prendre en vertu de la politique de financement du Régime.

Les cotisations excédentaires pour l'année suivant la date d'évaluation sont les suivantes :

Cotisations excédentaires	en millions de dollars
Coût des prestations pour services courants de l'évaluation de la politique de financement	78,3
Cotisations	
Participants	62,3
Employeurs	62,3
Cotisations totales	124,6
Cotisations excédentaires pour l'année 2023	46,3

La valeur actuelle des cotisations excédentaires susmentionnées pour la période de 15 ans suivant le 31 décembre 2022 est égale à 580,6 millions de dollars et est utilisée dans le calcul du ratio de financement du groupe ouvert.

Coefficient de capitalisation du groupe avec entrants	31 décembre 2022 en millions de dollars	31 décembre 2021 en millions de dollars
Valeur marchande de l'actif net	2 807,5	2 813,3
Valeur actualisée des cotisations excédentaires sur les 15 prochaines années	580,6	519,8
Total des actifs, y compris la valeur actuelle des cotisations excédentaires	3 388,1	3 333,1
Passif actuariel de la politique de financement	2 535,7	2 395,8
Coefficient de capitalisation du groupe avec entrants	133,6%	139,1%

Le Régime est en mesure d'apporter des améliorations aux prestations, telles qu'un rajustement du coût de la vie (RCV), lorsque le coefficient de capitalisation du groupe avec entrants dépasse 105 % et que le critère principal de gestion des risques est respecté. Dans ce cas, le Conseil peut utiliser jusqu'à 1/5^e de l'excédent qui existe entre un coefficient de 105 % et 140 % (selon le rapport d'évaluation actuarielle du 31 décembre 2022) en plus de 100 % de tout excédent qui existe au-dessus d'un coefficient de 140 % pour accorder des améliorations de prestations prévues par la politique de financement, telles que le RCV.

Le coefficient de capitalisation du groupe avec entrants étant de 133,6 % au 31 décembre 2022, le Régime était en mesure d'accorder aux participants un rajustement du coût de la vie (RCV) de 5,59 %. Ce rajustement sera appliqué le 1^{er} janvier 2024. Il représente le maximum pouvant être accordé par le Conseil, qui est égal à l'augmentation de la moyenne de l'indice des prix à la consommation (Canada) pour la période de 12 mois se terminant au mois de juin précédent.

Le régime doit être déficitaire (ce qui serait le cas si le coefficient de financement du groupe avec entrants était inférieur à 100 %) pendant deux années consécutives avant qu'une mesure corrective (telle qu'une augmentation des cotisations ou une réduction des prestations) ne soit requise en vertu de la politique de financement du Régime.